

ANNEXES

ANNEXE A

INDICATEURS DU RAPPORT SUR LES RÉSULTATS 2020 DU GPE¹

IMPACT

But stratégique 1 : Des résultats d'apprentissage meilleurs et plus équitables grâce à un enseignement et un apprentissage de qualité

Indicateur	Source des données	Périodicité	Base de référence		Jalon 2016	Jalon 2017	Jalon 2018	Jalon 2019	Cible 2020
1. Proportion de pays partenaires (PP) affichant une amélioration des acquis scolaires (éducation de base)	UNICEF, autres ²	Rapports en 2018 et 2020	Total ³ :	65 %	s.o. ⁴	s.o.	68 %	s.o.	70 % ⁵
							– ⁶		–
			PPFC ⁷ :	50 %	s.o.	s.o.	65 %	s.o.	75 %
							–		–
Période de référence = années civiles 2000–2015 N = 20 PP (4 PPFC) pour lesquels des données d'évaluation sont disponibles									
2. Pourcentage d'enfants de moins de cinq (5) ans dont le développement est sur la bonne voie en termes de santé, d'apprentissage et de bien-être psychosocial ⁸	UNICEF	Rapports en 2018 et 2020	Total :	66 %	s.o.	s.o.	70 %	s.o.	74 %
							–		–
			PPFC :	62 %	s.o.	s.o.	s.o. ⁹	s.o.	s.o.
			Filles :	68 %	s.o.	s.o.	71 %	s.o.	75 %
						–		–	
Période de référence = années civiles 2011–2014 N = 22 PP									

But stratégique 2 : Renforcement de l'équité, de l'égalité entre les sexes et de l'inclusion pour tous dans un cycle complet d'enseignement de qualité, en donnant la priorité aux plus démunis et aux plus marginalisés, notamment en raison de leur sexe, de leur handicap, de leur appartenance ethnique ou parce qu'ils se trouvent dans une situation de conflit ou de fragilité

Indicateur	Source des données	Périodicité	Base de référence		Jalon 2016	Jalon 2017	Jalon 2018	Jalon 2019	Cible 2020
3. Nombre cumulé d'enfants équivalents bénéficiant de l'aide du GPE pour une année d'éducation de base (primaire et premier cycle du secondaire)	ISU, Secrétariat du GPE	Tous les ans	Total :	7,2 millions	11,3 millions	17,3 millions	22,3 millions	s.o.	s.o.
					13,2 millions¹⁰	18,5 millions	22,2 millions		
			PPFC :	5,6 millions	7,2 millions	9,5 millions	11,4 millions	s.o.	s.o.
					10,4 millions	14 millions	16,6 millions		
Filles :	3,4 millions	5,4 millions	8,3 millions	10,7 millions	s.o.	s.o.			
				6,3 millions	8,8 millions	10,6 millions			
Période de référence = année civile 2015 N = 49 PP (24 PPFC)									

- Dans ce tableau, les indicateurs clés sont indiqués par une ligne verticale colorée dans la colonne de gauche.
- Notamment des évaluations internationales, régionales et nationales.
- Dans ce tableau, le terme « total » désigne les données relatives à l'ensemble des pays partenaires pour lesquels des données sont disponibles.
- Dans ce tableau, l'abréviation « s.o. » signifie « sans objet ».
- Les cibles pour 2020 (à la fois pour l'ensemble et pour les PPFC) ont été révisées sur la base d'un nouvel échantillon de référence, qui comprend 20 PP (dont quatre PPFC).
- Dans ce tableau, le signe « - » signifie que les données sont insuffisantes pour être publiées.
- Pays touchés par la fragilité et les conflits.
- L'expression « enfants de moins de cinq ans » désigne les enfants âgés de 36 à 59 mois.
- Au départ, l'indicateur 2 pour les PPFC prévoyait un jalon pour 2018 et une cible pour 2020, mais les données disponibles n'étaient pas suffisantes pour les calculer.
- Dans ce tableau, les valeurs en gras représentent les valeurs réelles, tandis que les valeurs sans gras représentent des jalons ou des cibles.

But stratégique 2 : Renforcement de l'équité, de l'égalité entre les sexes et de l'inclusion pour tous dans un cycle complet d'enseignement de qualité, en donnant la priorité aux plus démunis et aux plus marginalisés, notamment en raison de leur sexe, de leur handicap, de leur appartenance ethnique ou parce qu'ils se trouvent dans une situation de conflit ou de fragilité

Indicateur	Source des données	Périodicité	Base de référence		Jalon 2016	Jalon 2017	Jalon 2018	Jalon 2019	Cible 2020			
4. Proportion d'enfants qui achèvent : a) le primaire ; b) le premier cycle du secondaire	ISU	Tous les ans [avec un décalage de deux ans]	(a) Primaire :									
			Total :	72,5 %	73,7 %	74,8 %	76,0 %	77,1 %	78,3 %			
					73,2 %	76,1 %	76,7 %	74,7 %	75,7 %			
			PPFC :	68,1 %	69,3 %	70,6 %	71,9 %	73,3 %	74,6 %			
					68,5 %	68,3 %	69,8 %	68,4 %	69,4 %			
			Filles :	70,1 %	71,1 %	72,3 %	73,5 %	74,7 %	75,9 %			
					70,8 %	73,9 %	74,5 %	73,1 %	74,4 %			
			(b) Premier cycle du secondaire :									
			Total :	47,9 %	48,6 %	49,5 %	50,3 %	51,2 %	52,1 %			
					49,5 %	50,2 %	51,6 %	52,0 %	53,0 %			
			PPFC :	41,1 %	41,9 %	42,7 %	43,6 %	44,5 %	45,4 %			
					42,7 %	42,8 %	45,5 %	45,2 %	45,6 %			
Filles :	45,7 %	46,9 %	48,1 %	49,3 %	50,6 %	51,8 %						
		47,0 %	47,9 %	49,6 %	50,1 %	51,1 %						
Période de référence = année civile 2013 N = 61 PP (28 PPFC)												
5. Proportion de PP du GPE qui respectent les seuils établis pour l'indice de parité entre les sexes en ce qui concerne le taux d'achèvement des études dans : a) le primaire ; b) le premier cycle du secondaire	ISU	Tous les ans [avec un décalage de deux ans]	(a) Primaire :									
			Total :	62 %	64 %	65 %	66 %	68 %	69 %			
					64 %	66 %	67 %	69 %	69 %			
			PPFC :	54 %	54 %	55 %	57 %	59 %	61 %			
					57 %	57 %	57 %	64 %	61 %			
			(b) Premier cycle du secondaire									
			Total :	49 %	52 %	56 %	59 %	62 %	66 %			
					54 %	51 %	54 %	54 %	56 %			
			PPFC :	36 %	32 %	38 %	43 %	48 %	54 %			
					34 %	39 %	43 %	46 %	43 %			
			Période de référence = année civile 2013 N = 61 PP (28 PPFC)									
			6. Taux brut de scolarisation préscolaire	ISU	Tous les ans [avec un décalage de deux ans]	Total :	28,2 %	29,0 %	29,8 %	30,6 %	31,4 %	32,2 %
		28,1 %				37,2 %	37,9 %	41,1 %	40,9 %			
PPFC :	22,6 %	23,3 %				24,0 %	24,6 %	25,3 %	26,0 %			
		22,1 %				35,5 %	35,1 %	37,0 %	38,4 %			
Filles :	27,5 %	28,3 %				29,1 %	29,9 %	30,8 %	31,6 %			
		27,5 %				36,7 %	37,3 %	40,3 %	40,1 %			
Période de référence = année civile 2013 N = 61 PP (28 PPFC)												

But stratégique 2 : Renforcement de l'équité, de l'égalité entre les sexes et de l'inclusion pour tous dans un cycle complet d'enseignement de qualité, en donnant la priorité aux plus démunis et aux plus marginalisés, notamment en raison de leur sexe, de leur handicap, de leur appartenance ethnique ou parce qu'ils se trouvent dans une situation de conflit ou de fragilité

Indicateur	Source des données	Périodicité	Base de référence	Jalon 2016	Jalon 2017	Jalon 2018	Jalon 2019	Cible 2020	
7. Taux de non-scolarisation pour : a) les enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire ; b) les enfants en âge d'être scolarisés dans le premier cycle du secondaire	ISU	Tous les ans [avec un décalage de deux ans]	(a) Enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire :						
			Total :	20,3 %	19,6 %	19,0 %	18,3 %	17,7 %	17,0 %
					19,8 %	19,4 %	19,4 %	19,2 %	18,1 %
			PPFC :	25,8 %	25,0 %	24,2 %	23,4 %	22,5 %	21,7 %
					25,0 %	25,9 %	23,7 %	23,6 %	22,1 %
			Filles :	22,7 %	21,9 %	21,1 %	20,2 %	19,4 %	18,6 %
					22,3 %	22,0 %	21,7 %	21,7 %	20,5 %
			(b) Enfants en âge d'être scolarisés dans le premier cycle du secondaire :						
			Total :	33,4 %	32,7 %	32,0 %	31,3 %	30,6 %	29,9 %
					32,4 %	32,9 %	31,8 %	30,4 %	30,8 %
			PPFC :	38,4 %	37,2 %	36,0 %	34,8 %	33,6 %	32,4 %
					36,6 %	40,8 %	37,6 %	33,4 %	34,0 %
			Filles :	35,3 %	34,3 %	33,3 %	32,2 %	31,2 %	30,2 %
					34,2 %	34,1 %	33,9 %	32,0 %	31,8 %
Période de référence = année civile 2013 N = 61 PP (28 PPFC)									
8. Indice de parité entre les sexes du taux de non-scolarisation : a) dans le primaire ; b) dans le premier cycle du secondaire	ISU	Tous les ans [avec un décalage de deux ans]	(a) Primaire :						
			Total :	1,27	1,26	1,25	1,24	1,23	1,22
					1,28	1,30	1,27	1,29	1,30
			PPFC :	1,34	1,33	1,32	1,31	1,30	1,29
					1,37	1,40	1,40	1,40	1,43
			(b) Premier cycle du secondaire :						
			Total :	1,12	1,10	1,09	1,07	1,05	1,04
					1,11	1,08	1,14	1,11	1,07
			PPFC :	1,19	1,17	1,15	1,14	1,12	1,10
					1,19	1,14	1,16	1,13	1,14
Période de référence = année civile 2013 N = 61 PP (28 PPFC)									
9. Indice d'équité	UNICEF	Tous les ans	Total :	32 %	24 %	36 %	38 %	40 %	42 %
					37 %	42 %	46 %	51 %	53 %
			PPFC :	33 %	15 %	37 %	39 %	41 %	43 %
					37 %	41 %	48 %	52 %	56 %
Période de référence = années civiles 2010-2014 N = 59 PP (27 PPFC)									

RÉSULTAT

But stratégique 3 : Des systèmes éducatifs efficaces et efficients offrant des services d'éducation équitables et de qualité pour tous

Indicateur	Source des données	Périodicité	Base de référence		Jalon 2016	Jalon 2017	Jalon 2018	Jalon 2019	Cible 2020
10. Proportion de pays partenaires ayant a) accru leurs dépenses publiques consacrées à l'éducation ; ou b) maintenu leurs dépenses dans le secteur à au moins 20 % de leurs dépenses publiques	PP, Secrétariat du GPE	Tous les ans	Total :	78 % (a - 24 % ; b - 53 %)	76 %	83 %	85 %	88 %	90 %
			PPFC :	77 % (a - 32 % ; b - 45 %)	74 %	81 %	82 %	84 %	86 %
			Période de référence = année civile 2015 N = 49 PP (22 PPFC)					79 %	65 %
11. Répartition équitable des enseignants, mesurée par la relation (R ²) entre le nombre d'enseignants et le nombre d'élèves par école dans chaque pays partenaire	PP, Secrétariat du GPE	Rapports en 2018 et 2020	Total :	29 %	s.o.	s.o.	38 %	s.o.	48 %
			PPFC :	18 % ¹¹	s.o.	s.o.	-	s.o.	-
			Période de référence = années civiles 2010-2014 N = 21 PP (11 PPFC) ¹²					63 %	53 %
12. Proportion de PP dont le ratio élèves/enseignant formé est inférieur au seuil fixé (<40) pour le primaire	ISU	Tous les ans [avec un décalage de deux ans]	Total :	25 %	27 %	29 %	31 %	33 %	35 %
			PPFC :	13 %	13 %	17 %	17 %	21 %	21 %
			Période de référence = année civile 2013 N=55 PP (24 PPFC)					29 %	24 %
13. Incidence du redoublement et de l'abandon scolaire sur l'efficacité, mesurée par le coefficient d'efficacité interne au niveau du primaire dans chaque pays partenaire	PP, Secrétariat du GPE	Rapports en 2018 et 2020	Total :	26 %	s.o.	s.o.	32 %	s.o.	42 %
			PPFC :	17 %	s.o.	s.o.	-	s.o.	-
			Période de référence = année civile 2013 N = 55 PP (24 PPFC)					13 %	15 %
14. Proportion de pays partenaires communiquant à l'ISU des données sur au moins 10 des 12 principaux indicateurs internationaux du secteur de l'éducation (notamment les principaux indicateurs de résultats, de prestation de services et de financement définis par le GPE)	ISU	Tous les ans [avec un décalage de deux ans]	Total :	30 %	30 %	38 %	43 %	54 %	66 %
			PPFC :	32 %	32 %	39 %	43 %	46 %	54 %
			Période de référence = années civiles 2012-2013 N = 61 PP (28 PPFC)					43 %	30 %
15. Proportion de pays partenaires dont le système d'évaluation des apprentissages dans l'éducation de base répond à des normes de qualité	ISU, UNESCO, Banque mondiale, PP	Rapports en 2018 et 2020	Total :	32 %	s.o.	s.o.	38 %	s.o.	47 %
			PPFC :	21 %	s.o.	s.o.	29 %	s.o.	36 %
			Période de référence = années civiles 2011-2015 N = 60 PP (28 PPFC)					39 %	21 %

11. La valeur révisée est 25 %.

12. La valeur de N révisée pour les PPFC est 12.

OBJECTIFS À L'ÉCHELON DES PAYS

Objectif stratégique 1 : Renforcer la planification et la mise en œuvre des politiques dans le secteur de l'éducation

Indicateur	Source des données	Périodicité	Base de référence	Jalon 2016	Jalon 2017	Jalon 2018	Jalon 2019	Cible 2020		
(a) : Soutenir les plans sectoriels nationaux, basés sur des données probantes, qui mettent l'accent sur l'équité, l'efficacité et l'apprentissage										
16.a	Proportion a) de plans sectoriels de l'éducation (PSE) endossés ; ou b) de plans de transition de l'éducation (PTE) endossés répondant à des normes de qualité	Secrétariat du GPE	Rapports en 2018 et 2020	Total :	58 % des PSE/PTE répondaient au moins au nombre minimum de normes de qualité	s.o.	s.o.	95 %	s.o.	100 %
				PSE :	56 % des PSE répondaient au moins à 5 normes de qualité sur 7	s.o.	s.o.	95 %	s.o.	100 %
				PTE :	67 % des PTE répondaient au moins à 3 normes de qualité sur 5	s.o.	s.o.	95 %	s.o.	100 %
				Période de référence = années civiles 2014-2015 N = 19 plans sectoriels (16 PSE et 3 PTE)						
16.b	Proportion de PSE/PTE assortis d'une stratégie d'enseignement et d'apprentissage répondant à des normes de qualité	Secrétariat du GPE	Rapports en 2018 et 2020	Total :	58 % des PSE/PTE répondaient au moins à 4 normes de qualité sur 5	s.o.	s.o.	95 %	s.o.	100 %
				PSE :	50 % des PSE répondaient au moins à 4 normes de qualité sur 5	s.o.	s.o.	95 %	s.o.	100 %
				PTE :	100 % des PTE répondaient au moins à 4 normes de qualité sur 5	s.o.	s.o.	95 %	s.o.	100 %
				Période de référence = années civiles 2014-2015 N = 19 plans sectoriels (16 PSE et 3 PTE)						
16.c	Proportion de PSE/PTE accompagnés d'une stratégie de prise en compte des groupes marginalisés répondant à des normes de qualité (notamment du point de vue de l'égalité des sexes, du handicap et d'autres aspects propres au contexte considéré)	Secrétariat du GPE	Rapports en 2018 et 2020	Total :	68 % des PSE/PTE répondaient au moins à 4 normes de qualité sur 5	s.o.	s.o.	95 %	s.o.	100 %
				PSE :	63 % des PSE répondaient au moins à 4 normes de qualité sur 5	s.o.	s.o.	95 %	s.o.	100 %
				PTE :	100 % des PTE répondaient au moins à 4 normes de qualité sur 5	s.o.	s.o.	95 %	s.o.	100 %
				Baseline = CY2014-2015 N = 19 sector plans (16 ESPs and 3 TEPs)						
16.d	Proportion de PSE/PTE accompagnés d'une stratégie d'amélioration de l'efficacité répondant à des normes de qualité	Secrétariat du GPE	Rapports en 2018 et 2020	Total :	53 % des PSE/PTE répondaient au moins à 4 normes de qualité sur 5	s.o.	s.o.	95 %	s.o.	100 %
				PSE :	50 % des PSE répondaient au moins à 4 normes de qualité sur 5	s.o.	s.o.	95 %	s.o.	100 %
				PTE :	67 % des PTE répondaient au moins à 4 normes de qualité sur 5	s.o.	s.o.	95 %	s.o.	100 %
				Période de référence = années civiles 2014-2015 N = 19 plans sectoriels (16 PSE et 3 PTE)						
(b) : Améliorer la mise en œuvre du plan sectoriel par le partage de connaissances et de bonnes pratiques, le renforcement des capacités et un meilleur processus de suivi et d'évaluation, en particulier dans les domaines de l'enseignement et de l'apprentissage, de l'équité et de l'inclusion										
17.	Proportion de pays partenaires ou d'États dotés d'une stratégie de collecte de données répondant à des normes de qualité	Secrétariat du GPE	Tous les ans	s.o.	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
					100 %	s.o.¹³	100 %	100 %		
Période de référence = exercice 2015 N = 1 requête ESPIG identifiée comme présentant un déficit de données au regard d'indicateurs majeurs										

13. Les trois pays qui ont soumis une requête d'ESPIG ont publié des données au niveau national, c'est pourquoi aucun d'entre eux n'a élaboré de stratégie en matière de données.

Objectif stratégique 2 : Encourager la responsabilité mutuelle grâce à une concertation sur l'action à mener et un travail de suivi sectoriel efficaces et inclusifs

Indicateur	Source des données	Périodicité	Base de référence	Jalon 2016	Jalon 2017	Jalon 2018	Jalon 2019	Cible 2020	
(a) : Promouvoir une concertation sur l'action à mener et un suivi sectoriel inclusifs et fondés sur des données probantes, par l'intermédiaire des groupes locaux de partenaires de l'éducation (GLPE) et à l'aide du processus de revue sectorielle conjointe, sous l'égide des pouvoirs publics et avec la participation de la société civile, des organisations d'enseignants, du secteur privé et de l'ensemble des partenaires de développement									
18. Proportion de revues sectorielles conjointes (JSR) répondant à des normes de qualité	Secrétariat du GPE	Tous les ans	Total :	29 % des JSR répondaient au moins à 3 normes de qualité sur 5	41 %	53 %	66 %	78 %	90 %
					45 %	32 %	27 %	71 %	88 %
			PPFC :	25 % des JSR répondaient au moins à 3 normes de qualité sur 5	38 %	51 %	64 %	77 %	90 %
				36 %	18 %	38 %	75 %	80 %	
Période de référence = année civile 2015 N = 35 JSR (dont 20 dans des PPFC)									

(b) : Renforcer la capacité de la société civile et des organisations d'enseignants à réfléchir à l'action à mener et à assurer un travail de suivi sectoriel sur la base de faits probants dans les domaines de l'équité et de l'apprentissage, en s'appuyant sur la responsabilité sociale pour obtenir de meilleurs résultats

19. Proportion des Groupes locaux des partenaires de l'éducation comptant des représentants a) de la société civile et b) des enseignants	Secrétariat du GPE	Tous les ans	Total :	44 % (a - 77 % ; b - 48 %)	s.o.	48 %	52 %	55 %	59 %
						53 %	59 % (a. 89 % ; b. 59 %)	64 % (a. 89 % ; b. 66 %)	66 % (a. 94 % ; b. 68 %)
			PPFC :	55 % (a - 77 % ; b - 58 %)	s.o.	59 %	63 %	66 %	70 %
						61 %	65 % (a. 91 % ; b. 65 %)	67 % (a. 94 % ; b. 67 %)	69 % (a. 97 % ; b. 69 %)
Période de référence = exercice 2016 N = 61 GLPE (dont 28 dans des PPFC)									

Objectif stratégique 3 : Soutien efficient et efficace des financements du GPE à la mise en œuvre de plans sectoriels qui mettent l'accent sur l'amélioration de l'équité, de l'efficacité et de l'apprentissage

(a) : Les financements du GPE sont utilisés pour améliorer le suivi national des résultats, notamment en matière d'acquis scolaires

20. Proportion de financements soutenant les SIGE/systèmes d'évaluation des acquis scolaires	Secrétariat du GPE, Agents partenaires	Rapports en 2018 et 2020	Total :	38 %	s.o.	s.o.	50 %	s.o.	60 %
						94 %		89 %	
			PPFC :	34 %	s.o.	s.o.	43 %	s.o.	51 %
						100 %		83 %	
Période de référence = exercice 2015 N = 53 ESPIG en cours à la fin de l'exercice 2015 (dont 29 dans des PPFC)									

(b) : Les financements du GPE sont utilisés pour améliorer l'enseignement et l'apprentissage dans les systèmes d'éducatifs nationaux

21. Proportion de manuels achetés et distribués grâce aux financements du GPE, par rapport au total prévu	Secrétariat du GPE, Agents partenaires	Tous les ans	Total :	74 %	s.o.	78 %	82 %	86 %	90 %
						114 %	91 %	107 %	108 %
			PPFC :	71 %	s.o.	76 %	81 %	85 %	90 %
						118 %	106 %	99 %	81 %
Période de référence = exercice 2016 N = 13 ESPIG (dont 9 dans des PPFC)									
22. Proportion d'enseignants ayant bénéficié d'une formation grâce aux financements du GPE, par rapport au total prévu	Secrétariat du GPE, Agents partenaires	Tous les ans	Total :	86 %	s.o.	87 %	88 %	89 %	90 %
						98 %	90 %	96 %	77 %
			PPFC :	83 %	s.o.	85 %	87 %	88 %	90 %
						90 %	91 %	99 %	76 %
Période de référence = exercice 2016 N = 30 ESPIG (dont 17 dans des PPFC)									

Objectif stratégique 3 : Soutien efficient et efficace des financements du GPE à la mise en œuvre de plans sectoriels qui mettent l'accent sur l'amélioration de l'équité, de l'efficience et de l'apprentissage

Indicateur	Source des données	Périodicité	Base de référence		Jalon 2016	Jalon 2017	Jalon 2018	Jalon 2019	Cible 2020
(c) : Les financements du GPE sont utilisés pour améliorer l'équité et l'accès aux systèmes éducatifs nationaux									
23. Proportion de salles de classe construites ou rénovées grâce aux financements du GPE, par rapport au total prévu au titre de ces financements	Secrétariat du GPE, Agents partenaires	Tous les ans	Total :	65 %	s.o.	69 %	73 %	76 %	80 %
						76 %	89 %	81 %	78 %
			PPFC :	71 %	s.o.	73 %	76 %	78 %	80 %
					71 %	85 %	91 %	46 %	
Période de référence = exercice 2016 N = 25 ESPIG (dont 17 dans des PPFC)									
(d) : Le modèle de financement du GPE est mis en œuvre de manière efficace pour que les pays atteignent les objectifs qu'ils se sont fixés en matière d'équité, d'efficience et d'apprentissage									
24. Proportion des requêtes de financement du GPE pour la mise en œuvre de programmes qui ont été approuvées à compter de 2015 : a) recensant les objectifs de performance du modèle de financement sur l'équité, l'efficience et l'apprentissage ; b) atteignant les objectifs des indicateurs de performance du modèle de financement sur l'équité, l'efficience et l'apprentissage	Secrétariat du GPE	Tous les ans	Total :	(a) s.o. (b) s.o. ¹⁴	(a) 95 % (b) 90 %	(a) 95 % (b) 90 %	(a) 95 % (b) 90 %	(a) 95 % (b) 90 %	(a) 95 % (b) 90 %
					(a) 100 % (b) 100 %	(a) 100 % (b) 100 %	(a) 100 % (b) 100 %	(a) 100 % (b) 100 %	(a) 100 % (b) 67 %
			PPFC :	(a) s.o. (b) s.o.	(a) 90 % (b) 90 %	(a) 90 % (b) 90 %	(a) 90 % (b) 90 %	(a) 90 % (b) 90 %	(a) 90 % (b) 90 %
					(a) 100 % (b) s.o.	(a) 100 % (b) s.o.	(a) 100 % (b) 100 %	(a) 100 % (b) 100 %	(a) 100 % (b) 75 %
Période de référence = exercice 2015 N = a) 3 requêtes d'ESPIG ; b) 0 ESPIG en cours assorti de ces indicateurs de performance n'était censé être évalué durant l'exercice 2015									
(e) : Les financements du GPE sont évalués du point de vue de la bonne exécution des programmes									
25. Proportion des financements du GPE pour la mise en œuvre de programmes jugés en bonne voie de réalisation	Secrétariat du GPE, Agents partenaire	Tous les ans	Total :	80 %	s.o.	82 %	83 %	84 %	85 %
						79 %	89 %	86 %	81 %
			PPFC :	77 %	s.o.	79 %	80 %	82 %	83 %
					85 %	94 %	82 %	69 %	
Période de référence = exercice 2016 N = 54 ESPIG en cours à la fin de l'exercice (dont 29 ^{es} dans des PPFC)									

14. Les données sur la performance ne sont pas disponibles pour l'exercice 2015, car aucune requête d'ESPIG identifiant des indicateurs d'équité, d'efficience et de qualité des apprentissages ne doit être évaluée au titre de la réalisation des objectifs durant cet exercice.

15. La valeur révisée est 31.

OBJECTIFS À L'ÉCHELLE MONDIALE

Objectif stratégique 4 : Mobiliser des financements plus importants et de meilleure qualité

Indicateur	Source des données	Périodicité	Base de référence	Jalon 2016	Jalon 2017	Jalon 2018	Jalon 2019	Cible 2020	
(a) : Encourager la mobilisation de financements internationaux accrus, pérennes et mieux coordonnés au profit de l'éducation en diversifiant et en augmentant le groupe de base des bailleurs de fonds internationaux et les sources de financement du GPE									
26. Financements reçus par le GPE de sources non traditionnelles (secteur privé et nouveaux bailleurs de fonds du GPE)	Secrétariat du GPE	Tous les ans	5,0 millions de dollars	6,4 millions de dollars	8,5 millions de dollars	11,3 millions de dollars	s.o.	s.o.	
				6,4 millions de dollars	10 millions de dollars	12,4 millions de dollars			
Période de référence = exercice 2015									
27. Pourcentage d'annonces de contribution honorées par les bailleurs	Secrétariat du GPE	Tous les ans	100 % des annonces ont été honorées	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
				100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Période de référence = exercice 2015									
28. Proportion des bailleurs de fonds du GPE qui ont : a) accru leur financement destiné à l'éducation ; ou b) maintenu leur financement	CAD-OCDE	Tous les ans	48 % (a – 38 % ; b – 10 %)	s.o.	50 %	52 %	54 %	56 %	
					62 %	48 %	76 %	71 %	
Période de référence = années civiles 2010-2014 N = 21 bailleurs									
(b) : Plaider pour une plus grande harmonisation des financements du partenariat et de ses partenaires internationaux ainsi que pour un meilleur alignement de ces financements sur les plans sectoriels de l'éducation pilotés par les pays et sur les systèmes nationaux									
29. des financements du GPE alignés sur les systèmes nationaux	Secrétariat du GPE	Tous les ans	Total :	34 % des ESPIG respectent au moins 7 critères d'alignement sur 10	37 %	41 %	44 %	47 %	51 %
					31 %	28 %	36 %	36 %	44 %
			PPFC :	27 % des ESPIG respectent au moins 7 critères d'alignement sur 10	29 %	31 %	34 %	37 %	38 %
				26 %	24 %	24 %	26 %	32 %	
Période de référence = exercice 2015 N = 68 ESPIG en cours à un moment quelconque de l'exercice 2015 (dont 37 dans des PPFC)									
30. Proportion des financements du GPE utilisant a) le cofinancement de projets ou b) des mécanismes de mise en commun des financements par secteur	Secrétariat du GPE	Tous les ans	Total :	40 % des ESPIG sont cofinancés ou financés par des fonds mis en commun à l'échelon sectoriel (a – 26 % ; b – 13 %)	34 %	48 %	52 %	56 %	60 %
					39 %	37 %	34 %	31 %	36 %
			PPFC :	32 % des ESPIG dans les PPFC sont cofinancés ou financés par des fonds mis en commun à l'échelon sectoriel (a – 22 % ; b – 11 %)	35 %	38 %	40 %	44 %	45 %
				35 %	31 %	27 %	30 %	20 %	
Période de référence = exercice 2015 N = 68 ESPIG en cours à un moment quelconque de l'exercice 2015 (dont 37 dans des PPFC)									
(c) : Soutenir des financements nationaux accrus, efficaces et équitables pour l'éducation par un effort de sensibilisation au niveau transnational, une responsabilité mutuelle et un appui à des mécanismes transparents de suivi et d'établissement de rapports									
31. Proportion de missions dans les pays portant sur les questions de financement national	Secrétariat du GPE	Tous les ans	Total :	47 %	51 %	54 %	58 %	61 %	65 %
					70 %	70 %	83 %	96 %	92 %
			PPFC :	62 %	65 %	65 %	65 %	65 %	65 %
				81 %	76 %	86 %	98 %	100 %	
Période de référence = exercice 2015 N = 57 missions (dont 34 auprès de PPFC)									

Objectif stratégique 5 : Renforcer le partenariat

Indicateur	Source des données	Périodicité	Base de référence	Jalon 2016	Jalon 2017	Jalon 2018	Jalon 2019	Cible 2020	
(a) : Promouvoir et coordonner au niveau national un ensemble cohérent de rôles, responsabilités et obligations de rendre compte entre les pouvoirs publics, les partenaires de développement, les agents partenaires, la société civile, les organisations d'enseignants et le secteur privé par le biais des groupes locaux de partenaires de l'éducation (GLPE) et grâce à un renforcement du modèle opérationnel									
32. Proportion a) de pays partenaires et b) d'autres partenaires signalant une clarification des rôles, responsabilités et obligations de rendre compte dans le cadre des processus nationaux du GPE	Secrétariat du GPE	Tous les ans	Ensemble des répondants						
			PP :	S.O.	S.O.	65 %	70 %	75 %	80 %
						65 %	n/r¹⁶	n/r	n/r
			Autres partenaires :	S.O.	S.O.	65 %	70 %	75 %	80 %
						63 %	n/r	n/r	n/r
			Répondants dans les PPFC						
			PP :	S.O.	S.O.	65 %	70 %	75 %	80 %
						58 %	n/r	n/r	n/r
			Autres partenaires :	S.O.	S.O.	65 %	70 %	75 %	80 %
						55 %	n/r	n/r	n/r
Période de référence = exercice 2016 N = 70 répondants dans 28 PP (dont 40 dans 16 PPFC)									
(b) : Utiliser efficacement les échanges de connaissances et de bonnes pratiques au niveau mondial et transnational afin d'améliorer les systèmes et politiques d'éducation, en particulier dans les domaines de l'équité et de l'apprentissage									
33. Nombre de produits du savoir de nature stratégique, technique ou autre mis au point et diffusés grâce au financement ou à l'appui du GPE	Secrétariat du GPE	Tous les ans	4	6 ¹⁷	21	37	50	64	
				13	36	69	78	100	
Période de référence = exercice 2015									
(c) : Élargir le rôle de mobilisation et de sensibilisation du partenariat en travaillant avec les partenaires au renforcement des engagements et des financements mondiaux pour l'éducation									
34. Nombre d'événements de plaidoyer entrepris avec des partenaires et d'autres parties prenantes externes pour soutenir la réalisation des buts et objectifs stratégiques du GPE	Secrétariat du GPE	Tous les ans	11 ¹⁸	S.O.	26	38	51	65	
					26	57	75	126	
Période de référence = exercice 2016									
(d) : Améliorer l'efficacité et l'efficience organisationnelles du GPE en créant des mécanismes plus solides d'examen de la qualité, de gestion du risque, d'appui aux pays et de contrôle fiduciaire									
35. Proportion de questions importantes identifiées lors d'un audit qui ont été résolues de manière satisfaisante	Secrétariat du GPE	Tous les ans	100 %	S.O.	100 %	100 %	100 %	100 %	
					100 %	100 %	100 %	100 %	
Période de référence = exercice 2016									
36. Proportion du temps de travail du personnel du Secrétariat consacré aux fonctions axées sur les pays	Secrétariat du GPE	Tous les ans	28 %	32 %	36 %	40 %	45 %	50 %	
				42 %	41 %	44 %	48 %	48 %	
Période de référence = exercice 2015 N = 2 254,74 semaines de travail au total									
(e) : Investir dans le suivi et l'évaluation pour établir des données probantes sur les résultats du GPE, renforcer la responsabilité mutuelle et améliorer les activités du partenariat									
37. Proportion des rapports de résultats et des rapports d'évaluation publiés par rapport aux objectifs fixés	Secrétariat du GPE	Tous les ans	100 %	S.O.	S.O.	100 %	100 %	100 %	
					100 %	100 %	100 %		
Période de référence = exercice 2015 N = 1 rapport de résultats et 1 rapport d'évaluation									

16. Veuillez noter que « n/r » signifie « non rapporté ».

17. La cible de l'exercice 2016 a été définie par les indicateurs de l'organisation, qui, par définition, ne comprennent pas les produits du savoir élaborés par les partenaires au moyen de financements du GPE (produits du savoir au titre du Programme d'activités mondiales et régionales).

18. La valeur révisée est 14.

ANNEXE B

NOTES TECHNIQUES SUR LES DONNÉES DES INDICATEURS

- › **1. ANNÉE ET VALEURS DE RÉFÉRENCES** : L'année 2015 est l'année de référence retenue de manière générale pour le cadre de résultats, qui présente le degré de réalisation des buts et objectifs du *Plan stratégique GPE 2020* pour la période 2016-2020. Dans certains cas, l'année de référence a été fixée à 2016 en raison de la disponibilité des données. Les valeurs de référence de dix indicateurs ont été révisées dans le Rapport sur les résultats 2015-2016 en raison de la disponibilité de nouvelles données : 1, 9, 10, 20, 21, 22, 23, 25, 30 et 37 ; l'indicateur 35 a aussi été mis à jour, passant de « en cours d'évaluation » à 100 %.
- › **2. JALONS ET CIBLES** : Des cibles pour l'année 2020 et des jalons permettant d'établir si le GPE est en bonne voie d'atteindre ses objectifs ont été fixés, en 2015, pour chaque indicateur. Les indicateurs 3 et 26 ont, pour leur part, été calculés sur la base des ressources octroyées par les bailleurs de fonds et des financements alloués pour la période 2016-2018 (conformément à la reconstitution des ressources du GPE pour la période 2015-2018). Compte tenu des nouveaux financements et des nouvelles modalités d'allocation de financements au titre du nouveau cycle de reconstitution (2018-2020), il n'était pas possible de calculer des jalons ou des cibles comparables pour la période 2019-2020.
- › **3. PÉRIODICITÉ** : Selon leur nature, les données sur la base desquelles repose chaque indicateur peuvent être établies sur la base de l'année civile ou de l'exercice budgétaire du Secrétariat du GPE (juillet à juin). Le cadre de résultats précise la période utilisée pour chaque indicateur.
- › **4. SOURCES DES DONNÉES** : Ces sources varient ; le cadre de résultats utilise les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), de l'UNICEF et d'autres partenaires, en plus des données produites par le Secrétariat du GPE .
- › **5. UNITÉS D'ANALYSE** : Les indicateurs sont établis à l'aide de différentes unités d'analyse – par exemple, les enfants, les pays partenaires, les financements, les bailleurs de fonds, les rapports techniques, etc.
- › **6. ÉCHANTILLON** : Lorsque les pays partenaires sont l'unité d'analyse considérée, l'échantillon est généralement constitué par des pays qui faisaient partie de cette catégorie au cours de l'année de référence, c'est-à-dire 2015 (61 pays). Lorsque l'unité d'analyse est un financement (indicateurs 20, 21, 22, 23, 24, 25, 29 et 30), un plan de l'éducation, une revue sectorielle conjointe, un Groupe local des partenaires de l'éducation ou une mission (respectivement, indicateurs 16, 18, 19 et 31), tous les financements en cours lors de l'exercice ou de l'année de référence sont inclus dans l'échantillon.
- › **7. CYCLE D'ÉTABLISSEMENT DES RAPPORTS** : Certains indicateurs sont présentés chaque année, alors que d'autres ne le sont qu'une année sur deux.
- › **8. TOLÉRANCE** : Une marge de « tolérance » de 1 % est appliquée à l'évaluation de la réalisation des jalons et des cibles des indicateurs d'impact (voir point 10 ci-dessous) établis sur la base des données de l'ISU de sorte que, si les réalisations du GPE atteignent un niveau s'écartant de moins de 1 point de pourcentage du jalon ou de la cible, cette cible ou ce jalon est réputé avoir été atteint « dans les limites de tolérance ».
- › **9. VENTILATION** : Différents types de ventilation sont retenus selon la nature de l'indicateur. En règle générale, lorsque les pays partenaires sont l'unité d'analyse, les données sont présentées séparément pour les pays partenaires touchés par la fragilité et les conflits (PPFC). Lorsque les enfants sont l'unité d'analyse, les données sont ventilées par genre.
- › **10. PPFC** : Bien que le GPE révise la liste des pays partenaires touchés par la fragilité et les conflits chaque année, c'est la liste de 2016 qui est retenue pour la ventilation des indicateurs puisque la base de référence, les jalons et les cibles fixés pour 2020 sont basés sur cette dernière. Cependant, la liste des PPFC de 2020 est retenue pour la ventilation des indicateurs du niveau des financements (indicateurs 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 29 et 30), par souci de cohérence avec les autres publications du GPE (par exemple, l'examen du portefeuille du GPE).
- › **11. INDICATEURS CLÉS** : Dans le cadre de résultats du GPE , un sous-ensemble de 12 « indicateurs clés » présente les résultats essentiels que le partenariat s'efforce d'atteindre. Ces indicateurs clés sont identifiés par une ligne verticale sur leur gauche dans les tableaux des données du cadre de résultats présentés à l'[annexe A](#).



› **12. RÉSULTATS** : Il y a trois catégories de résultats globaux pour chaque indicateur : atteint, partiellement atteint et non atteint. Lorsqu'un indicateur a des jalons différents selon les cycles d'éducation, les jalons de l'indicateur sont représentés comme étant partiellement atteints si les jalons ont été atteints pour le primaire, mais ne l'ont pas été pour le premier cycle du secondaire. Les jalons de l'indicateur sont représentés comme étant non atteints si les jalons ont été atteints pour le premier cycle du secondaire, mais ne l'ont pas été pour le primaire. Ils sont représentés comme étant atteints si le jalon général est atteint, même si le jalon pour un (des) groupe(s) particulier(s) (par exemple, PFFC et/ou filles) n'est pas atteint.

› **13. DONNÉES ACTUALISÉES** : De nouvelles données sont disponibles pour certains indicateurs du cadre de résultats. Lorsqu'elles sont fondées sur des données produites en interne, les données actualisées pour les années déclaratives 2016 et 2017 ont été utilisées dans les graphiques et le texte du présent rapport. Les indicateurs 4, 5, 6, 7, 8, 12 et 14 du cadre de résultats utilisent des données provenant de l'ISU. À mesure que de nouvelles données deviennent disponibles, les

méthodes d'imputation sont révisées et les données démographiques sont mises à jour. L'ISU révisé les valeurs des indicateurs. Cette révision porte aussi sur les données des années précédentes. Par exemple, les valeurs communiquées par l'ISU en 2016 concernant le taux d'achèvement des études primaires dans les pays partenaires en 2015 peuvent être différentes de celles communiquées en 2017, à mesure que des données plus fiables deviennent disponibles pour 2015. Les données actualisées qui ont été publiées pour 2020 sont utilisées dans le texte et les graphiques de tout le présent rapport sur les résultats. Cependant, pour éviter de trop fréquentes révisions des bases de référence, jalons et cibles, le GPE ne révisera pas rétroactivement les données utilisées pour ces indicateurs dans son cadre de résultats (exception faite des bases de référence dont il est question dans la note 1 ci-dessus).

› **14. NOTES MÉTHODOLOGIQUES** : Des notes méthodologiques expliquant chaque indicateur sont disponibles sur le site web du GPE à l'adresse <https://www.globalpartnership.org/fr/content/indicateurs-du-cadre-de-resultats-notes-methodologiques>.



ANNEXE C

PAYS PARTENAIRES DU GPE EN JUIN 2021

PAYS À FAIBLE REVENU : Afghanistan ; Burkina Faso ; Burundi ; Érythrée ; Éthiopie ; Gambie ; Guinée ; Guinée-Bissau ; Haïti ; Libéria ; Madagascar ; Malawi ; Mali ; Mozambique ; Niger ; Ouganda ; République centrafricaine ; République démocratique du Congo ; Rwanda ; Sierra Leone ; Somalie ; Soudan du Sud ; Soudan ; Tadjikistan ; Tchad ; Togo ; Yémen.

PETITS ÉTATS INSULAIRES OU ENCLAVÉS EN DÉVELOPPEMENT : Bhoutan ; Cabo Verde ; Dominique ; Grenade ; Guyana ; Îles Marshall ; Îles Salomon ; Kiribati ; Lesotho ; Maldives ; Micronésie ; Samoa ; Sao -Tomé-et-Principe ; Sainte-Lucie ; Saint-Vincent-et-les-Grenadines ; Tonga ; Tuvalu ; Vanuatu.

PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE INFÉRIEURE : Bangladesh ; Bénin ; Cambodge ; Cameroun ; Comores ; Côte d'Ivoire ; Djibouti ; Ghana ; Honduras ; Kenya ; Mauritanie ; Moldova ; Mongolie ; Myanmar ; Népal ; Nicaragua ; Nigéria ; Ouzbékistan ; Pakistan ; Papouasie-Nouvelle-Guinée ; République du Congo ; République kirghize ; RDP lao ; Sénégal ; Tanzanie ; Timor-Leste ; Viet Nam ; Zambie ; Zimbabwe.

PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE SUPÉRIEURE (QUI NE SONT PLUS ADMISSIBLES À UN FINANCEMENT DU GPE) : Albanie ; Géorgie.

Pays pouvant adhérer au GPE

PAYS À FAIBLE REVENU : Syrie.

PETITS ÉTATS INSULAIRES OU ENCLAVÉS EN DÉVELOPPEMENT : Eswatini.

PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE INFÉRIEURE : Bolivie ; Cisjordanie et bande de Gaza ; Égypte ; El Salvador ; Inde ; Maroc ; Philippines ; Sri Lanka ; Tunisie ; Ukraine.

PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE SUPÉRIEURE : Arménie ; Guatemala ; Indonésie.

Liste des PFFC inclus dans les échantillons des rapports sur les résultats de 2016 à 2019

Cette liste se base sur la liste harmonisée des situations de fragilité de la Banque mondiale ou sur la liste des pays touchés par des conflits de l'UNESCO. La première est la liste des pays admis à bénéficier des ressources de l'IDA i) ayant reçu une note de 3,2 ou moins à leur Évaluation de la politique et des institutions nationales (EPIN) et/ou ii) ayant fait l'objet d'une mission de l'ONU et/ou d'une mission régionale de maintien ou de rétablissement de la paix durant les trois années précédentes (Banque mondiale [2017], *note d'information* : *World Bank Group's Harmonized List of Fragile Situations*, p. 3).

Tableau C.1.

PPFC du GPE, exercice 2016

Afghanistan
Burundi
Comores
Côte d'Ivoire
Érythrée
Éthiopie
Gambie
Guinée-Bissau
Haïti
Libéria
Madagascar
Mali
Népal
Nigéria
Ouganda
Pakistan
République centrafricaine
République démocratique du Congo
Rwanda
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Soudan du Sud
Tchad
Timor-Leste
Togo
Yémen
Zimbabwe

Note : Sur les 61 pays partenaires du cadre de résultats. Applicable pour les indicateurs 1 à 17 et 31.

Tableau C.2.

PPFC du GPE, exercice 2020

Afghanistan
Burkina Faso
Burundi
Cameroun
Comores
Érythrée
Gambie
Guinée-Bissau
Haïti
Kenya
Libéria
Mali
Niger
Nigéria
Ouganda
Pakistan
Papouasie-Nouvelle-Guinée
République centrafricaine
République démocratique du Congo
République du Congo
Rwanda
Somalie
Soudan
Soudan du Sud
Tchad
Timor-Leste
Yémen
Zimbabwe

Note : Sur les 61 pays partenaires du cadre de résultats. Applicable aux indicateurs 18 à 25, 29 et 30.

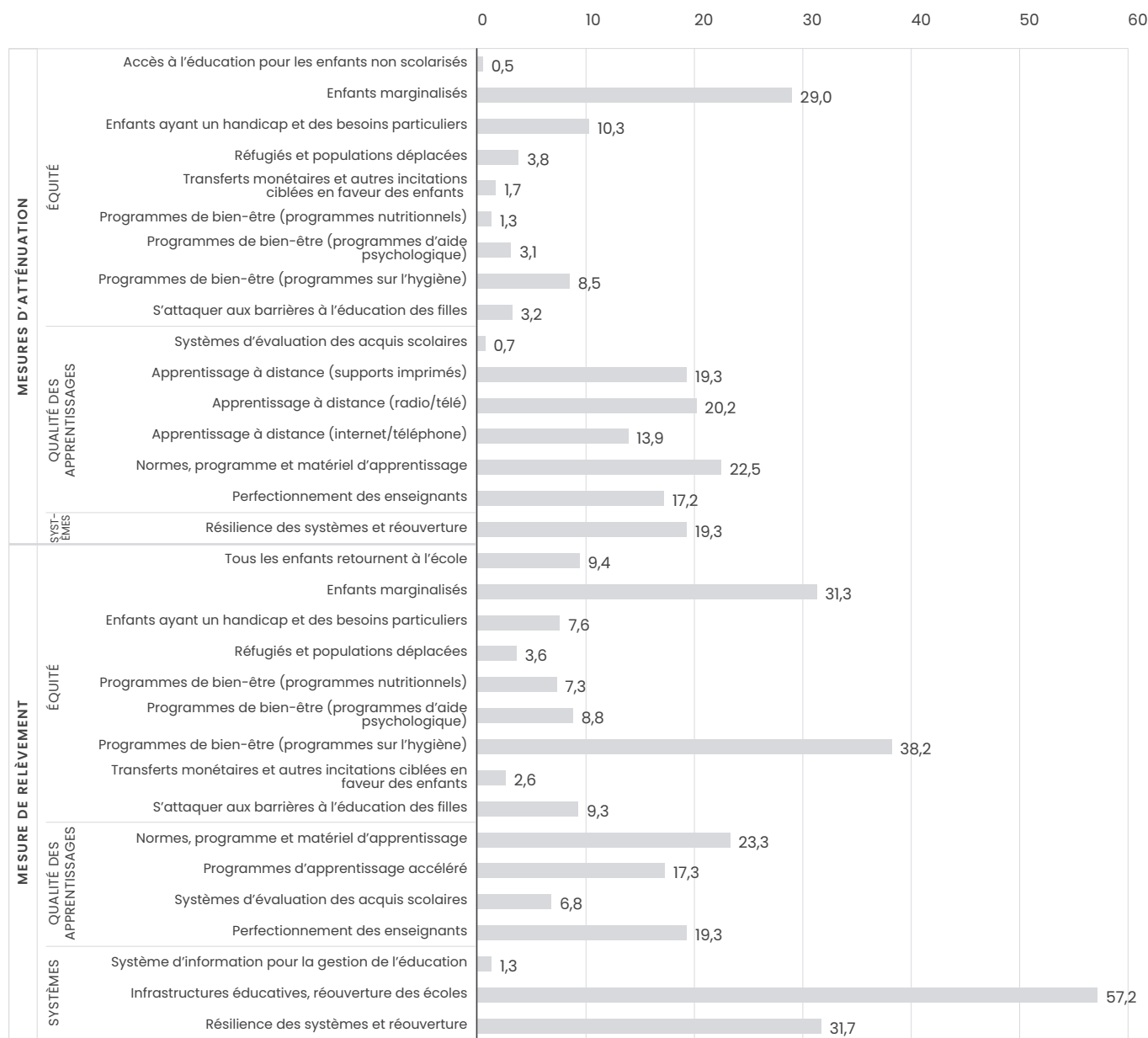
La seconde est une liste de pays qui ont recensé plus de 1 000 décès causés par des combats (incluant les victimes civiles et militaires) au cours des dix années précédentes, ou plus de 200 décès causés par des combats au cours de l'une ou l'autre des trois années précédentes selon la base de données du programme PRIO d'Uppsala sur les données relatives aux conflits (UNESCO [2017], *Global Education Monitoring Report*, p. 427). La liste de 2020 se base sur la liste de la Banque mondiale pour l'exercice 2020 et sur le *Rapport mondial de suivi sur l'éducation* de l'UNESCO 2019. La liste de 2016 se fonde sur la liste de la Banque mondiale pour l'exercice 2016 et sur le *Rapport mondial de suivi sur l'éducation* de l'UNESCO 2015.

ANNEXE D

ALLOCATIONS THÉMATIQUES DES FINANCEMENTS ACCÉLÉRÉS COVID-19

FIGURE D. 1.

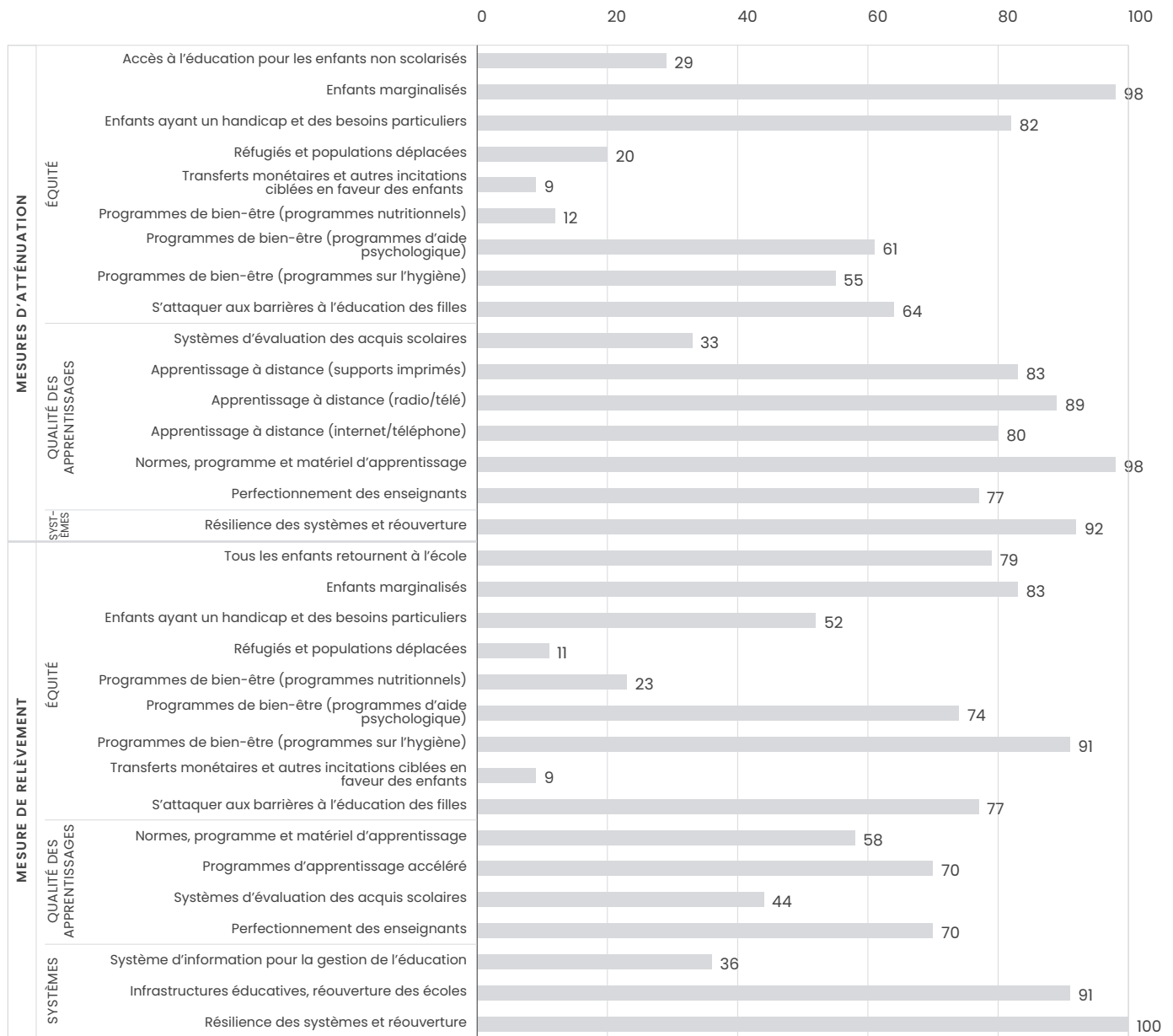
MONTANT ALLOUÉ (EN MILLIONS DE DOLLARS) À CHAQUE DOMAINE THÉMATIQUE POUR L'ENSEMBLE DES 66 FINANCEMENTS ACCÉLÉRÉS COVID-19



Source : Secrétariat du GPE.

FIGURE D.2.

PROPORTION DE FINANCEMENTS ACCÉLÉRÉS À L'APPUI DE CHAQUE DOMAINE THÉMATIQUE



Source : Secrétariat du GPE.

ANNEXE E

RÉPERCUSSIONS DE LA COVID-19 SUR L'ÉDUCATION ET RIPOSTE DU GPE, PAR THÈME

Le GPE s'est employé à soutenir les systèmes éducatifs des pays partenaires face à la COVID-19. La présente annexe fournit un aperçu des effets de la pandémie sur les principaux domaines thématiques. Elle analyse également un certain nombre des mesures prises par le partenariat pour atténuer les effets de la pandémie et favoriser la reprise.

DES RÉSULTATS D'APPRENTISSAGE ÉQUITABLES

Résultats d'apprentissage

En décembre 2020, les écoles étaient fermées dans la moitié environ des pays partenaires touchés par la fragilité et les conflits (PPFC) et dans un tiers des pays non touchés. Les fermetures d'écoles provoquées par la pandémie de COVID-19 pourraient aboutir à une perte significative des apprentissages. La Banque mondiale estime qu'en raison de la pandémie, 72 millions d'enfants supplémentaires en âge de fréquenter le primaire dans le monde pourraient devenir des « pauvres en apprentissages »¹. Le taux de pauvreté des apprentissages pourrait augmenter de 10 points et passer de 53 à 63 % dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. La pandémie pourrait entraver la capacité des pays partenaires à atteindre les objectifs de l'ODD 4 et il est indispensable que les pays mettent en œuvre des politiques de relance solides pour accélérer les progrès dans la qualité des apprentissages.

Pour contribuer à atténuer les conséquences de la pandémie sur les apprentissages et assurer une reprise forte, les financements accélérés COVID-19 du GPE appuient les activités d'apprentissage dans les pays partenaires. Au total, 170 millions de dollars américains (soit 38 % des financements approuvés) ont été consacrés aux activités d'apprentissage. Ces financements appuient des activités diverses, notamment les programmes scolaires et les matériels d'apprentissage (45,9 millions de dollars), l'apprentissage à distance (53,4 millions de dollars), le perfectionnement des enseignants (36,5 millions de dollars) et l'apprentissage accéléré (17,3 millions de dollars).

Pour assurer aux enfants un apprentissage continu lors des fermetures d'établissements, tous les pays disposant de financements accélérés COVID-19 (à une exception près) appuient les activités d'apprentissage à distance². Les trois quarts (74 %) du montant seront utilisés pour dispenser un apprentissage à distance à l'aide de supports imprimés, de la radio et/ou de la télévision. Les pays qui ont prévu de dispenser un apprentissage à distance nécessitant un équipement (ordinateur, tablette, téléphone, radio ou télévision) prennent diverses mesures pour garantir que l'enseignement parvienne aux groupes ciblés ayant des niveaux de connectivité et d'accès à l'électricité différents. En fait, 91 % des financements (60 sur 66) conjuguent plus de deux modalités d'apprentissage à distance, pour répondre aux besoins des enfants vulnérables dont l'accès à l'électricité et la connectivité internet sont limités. En Sierra Leone, par exemple, outre la diffusion de contenus éducatifs à la radio ou à la télévision, le financement assure la fourniture de fiches pédagogiques imprimées aux élèves des communautés les plus vulnérables dépourvues d'accès à la radio ou à la télévision. Ce programme d'apprentissage à distance a débuté une semaine après la fermeture des écoles et avait déjà touché environ 1,5 million d'enfants en octobre 2020³.

Évaluations des acquis scolaires

Lorsque la pandémie a imposé la fermeture des établissements scolaires, les pays ont dû adapter sans tarder leurs exercices d'évaluation prévus et à venir, qu'il s'agisse d'examens publics, d'évaluations à grande échelle ou d'évaluations des pratiques en salle de classe. Concernant les examens publics, les pays partenaires ont choisi de les maintenir comme prévu (p. ex., Érythrée, Kenya, Lesotho), de les annuler (p. ex., Comores, Gambie, Ouganda), de les différer (p. ex., Bangladesh, Burkina Faso, Mongolie) ou de les passer en ligne ou sous d'autres modes (p. ex., Cambodge, Ouzbékistan, Sénégal). Les fermetures d'écoles ont également imposé des changements dans les pratiques d'évaluation formative au niveau de la classe. Dans certains cas, les enseignants des pays partenaires ont réalisé des évaluations en direct durant des cours virtuels à l'aide de la télévision, de la radio et de

1. Azevedo, J. P. « How could COVID-19 hinder progress with Learning Poverty? Some initial simulations ». *Education for Global Development* (blog), Banque mondiale, 15 décembre 2020, Washington. <https://blogs.worldbank.org/education/how-could-covid-19-hinder-progress-learning-poverty-some-initial-simulations>.

2. En Afghanistan, l'apprentissage à distance est soutenu par un financement du Fonds Éducation sans délai.

3. Riposte à la COVID-19 sous forme de financement accéléré de la Banque mondiale et du ministère de l'Éducation de Sierra Leone : première enquête semestrielle de suivi de la mise en œuvre (Washington : Banque mondiale, 2021).



plateformes électroniques. Dans d'autres cas, ils évaluent les acquis de leurs élèves en mode asynchrone, par le biais de tâches et de questionnaires échangés au moyen d'outils en ligne, d'applications de messagerie telles que WhatsApp et de supports imprimés distribués aux familles⁴. Dans certains pays où les écoles ont rouvert, tels que le Kenya, une évaluation nationale spéciale est en cours pour évaluer les pertes d'apprentissage liées à la COVID-19⁵.

Environ la moitié des financements accélérés COVID-19 approuvés par le GPE incluent un soutien aux activités liées aux systèmes d'évaluation des acquis scolaires. La grande majorité de ces activités sont axées en particulier sur l'évaluation en classe, notamment l'évaluation formative continue (et dans certains cas sommative) réalisée par les enseignants durant la période de fermeture des écoles (selon des modalités à distance), et l'évaluation diagnostique rapide à réaliser pour évaluer les niveaux des acquis au moment de la réouverture. Dans d'autres pays, ces financements contribuent à réaliser ou à adapter les évaluations nationales après la réouverture des écoles et, dans quelques cas, permettent de soutenir des examens adaptés. Le Rwanda, par exemple, entreprend à partir d'échantillons d'élèves des évaluations rapides des compétences en lecture, écriture et calcul dans les petites classes pour vérifier l'efficacité de l'apprentissage à distance et veiller à garantir que l'évaluation nationale des apprentissages est adaptée au mode à distance en cas de pandémies ou autres chocs futurs⁶. La Tanzanie (Zanzibar) prépare une plateforme d'évaluation électronique ou en ligne. Le financement mondial pour la continuité de l'apprentissage comporte aussi un soutien au fonctionnement du système d'évaluation des acquis scolaires, tel que l'élaboration de questionnaires sur messages textes ou SMS pour les enseignants de façon à évaluer les acquis à distance, ainsi que des minitests généraux à intégrer dans les évaluations nationales pour surveiller la perte des apprentissages.

Il est clair que la pandémie a eu des incidences considérables sur l'évaluation des apprentissages et a entraîné des changements qui pourraient devenir permanents. À de

nombreux égards, elle a abouti à un changement de paradigme en faisant comprendre que l'évaluation est fondamentale pour assurer le suivi des apprentissages (notamment des pertes d'apprentissage). Elle a aussi mis en évidence que les systèmes d'évaluation des acquis scolaires doivent être flexibles, adaptables et ouverts à l'innovation et à des modes non traditionnels d'évaluation des acquis, notamment en utilisant un ensemble d'approches le cas échéant. Garantir la maîtrise de l'évaluation par les enseignants (et par les parents ou tuteurs dans le contexte de l'apprentissage à distance) apparaît également essentiel. Le soutien que le GPE apportera à l'avenir dans ce domaine doit permettre aux pays d'opérer ces transitions.

ÉQUITÉ, ÉGALITÉ DES GENRES ET INCLUSION DANS L'ACCÈS À L'ÉDUCATION

Les incidences de la COVID-19 non seulement empêchent les enfants d'aller à l'école dans la plupart des pays partenaires, mais elles exacerbent aussi les inégalités déjà existantes. Même si bon nombre de pays se tournent vers internet et les programmes d'éducation par la radio et/ou la télévision pour dispenser un enseignement à distance aux apprenants durant les fermetures d'écoles, de nombreux enfants marginalisés sont laissés pour compte. Près de la moitié des enfants d'Afrique subsaharienne n'ont pas la possibilité de recevoir ces programmes et les enfants des ménages les plus démunis sont de loin les plus susceptibles de ne pas y avoir accès⁷. Les enfants des pays touchés par la fragilité et les conflits sont confrontés à des difficultés plus graves, en particulier ceux qui sont déplacés⁸, et les réfugiés ont deux fois moins de chances de posséder un téléphone pouvant accéder à internet⁹. Les enfants des zones rurales sont aussi profondément touchés : plus de trois quarts des enfants des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure qui ne peuvent pas accéder aux possibilités d'apprentissage à distance vivent dans des régions rurales¹⁰. En outre, plus de la moitié de ces pays ne dispensaient pas d'enseignement à distance accessible aux apprenants handicapés en 2020¹¹.

4. UNESCO. « COVID-19 : Un aperçu des stratégies nationales d'adaptation relatives aux examens et évaluations à enjeux élevés. » (document de travail, UNESCO, Paris, 2020). <https://en.unesco.org/sites/default/files/unesco-covid-19-ed-webinar-4-working-document-fr.pdf>.

5. Oduor, A.T. « Learners to be assessed to determine grasp of subjects. » The Standard. 9 janvier 2021 <https://www.standardmedia.co.ke/education/article/2001399559/schools-mass-assessment>.

6. GPE (2020). Synthèse des activités soutenues par les financements pour la planification de la riposte à la COVID-19. (en anglais) (Washington : Partenariat mondial pour l'éducation, 2020). <https://www.globalpartnership.org/content/summary-activities-funded-covid-19-planning-grants>.

7. UNICEF. « COVID-19 : les enfants peuvent-ils continuer d'apprendre durant les fermetures d'écoles ? Analyse de la portée éventuelle des politiques d'apprentissage à distance dans le monde » (en anglais). (Fact sheet, UNICEF, août 2020). <https://data.unicef.org/resources/remote-learning-reachability-factsheet>.

8. Bousquet, F. et Fernandez-Taranco O. « COVID-19 in Fragile Settings: Ensuring a Conflict-Sensitive Response ». Blog conjoint Nations-Unies sur la riposte à la COVID-19, n.d.). <https://www.un.org/en/un-coronavirus-communications-team/covid-19-fragile-settings-ensuring-conflict-sensitive-response>.

9. Grandi, F. « Internet and Mobile Connectivity for Refugees – Leaving No One Behind ». (Innovation Service, HCR, n.d.). <https://www.unhcr.org/innovation/internet-mobile-connectivity-refugees-leaving-no-one-behind/>.

10. UNICEF. « COVID-19 : les enfants peuvent-ils continuer d'apprendre durant les fermetures d'écoles ? Analyse de la portée éventuelle des politiques d'apprentissage à distance dans le monde ». Août 2020. <https://data.unicef.org/resources/remote-learning-reachability-factsheet>.

11. UNESCO. Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2020 – inclusion et éducation : pour tous, c'est pour tous (Paris : UNESCO, 2020) (page 61 du rapport intégral en anglais). <https://en.unesco.org/gem-report/report/2020/inclusion>.



À mesure que les pressions socioéconomiques sur les familles s'intensifient, les obstacles sexistes à l'éducation, tels que le travail et le mariage des enfants empêcheront davantage de filles et de garçons de retourner en classe. À titre d'exemple, 2,5 millions de filles supplémentaires devraient courir le risque d'être mariées précocement entre 2020 et 2025, en raison des conséquences économiques de la COVID-19¹². Dans toute l'Afrique subsaharienne, les filles ont moins de chances que les garçons de retourner en classe après la pandémie, surtout au niveau secondaire, notamment en raison des violences sexistes, des grossesses précoces et, dans certains pays, de lois discriminatoires interdisant aux filles enceintes d'aller ou de retourner à l'école¹³.

Presque tous les financements accélérés COVID-19 comportent un soutien à l'amélioration de l'équité et à la lutte contre les disparités spécifiques relevées dans le contexte de chaque pays. Sur l'ensemble des financements, 108 millions de dollars sont alloués à un soutien ciblé aux groupes d'enfants défavorisés dans le cadre des efforts d'atténuation et de relèvement. Un financement au Pakistan, par exemple, cible les enfants vulnérables, en particulier les filles, qui vivent dans des régions reculées avec un accès limité à la technologie. Grâce au soutien du GPE, le Pakistan promeut l'équité dans l'éducation en établissant un nouveau système d'incitations pour que les provinces investissent dans les zones géographiques les plus défavorisées et encouragent de nouvelles méthodes d'enseignement¹⁴. En Zambie, le programme financé par le GPE fournit aux élèves vulnérables, notamment aux filles et aux enfants des ménages à faible revenu, des radios solaires et des cartes SD contenant des cours préenregistrés, pour garantir l'accès à l'apprentissage à distance, même dans les régions où la couverture des radiofréquences est faible ou inexistante. Les enfants ayant des besoins éducatifs particuliers reçoivent des tablettes adaptées pour accéder à l'apprentissage à distance comme leurs camarades¹⁵. En République centrafricaine, une campagne de sensibilisation contre la violence sexiste et d'autres conséquences négatives des fermetures d'écoles avait déjà bénéficié à 191 738 filles en septembre 2020.

Treize des 66 financements accélérés apportent un appui ciblé aux réfugiés et/ou aux déplacés internes dans le cadre de leurs efforts d'atténuation et sept financements apportent ce soutien dans le cadre de leurs efforts de relèvement. Les pays partenaires touchés par la fragilité et les conflits (PPFC) sont plus nombreux que les pays non touchés à utiliser leurs financements accélérés pour soutenir les réfugiés et les déplacés internes (55 % dans les PPFC contre 10 % dans les non-PPFC). Dans les pays partenaires où les populations de réfugiés/déplacés internes sont nombreuses¹⁶, si le financement accéléré COVID-19 du GPE ne cible pas ces populations, le plan gouvernemental de riposte à la pandémie et/ou le financement du Fonds Éducation sans délai le font.

À terme, le partenariat peut s'attendre à ce qu'il soit nécessaire de continuer à cibler les enfants les plus vulnérables afin de protéger leur droit à une éducation de qualité. Un nombre plus élevé d'enfants seront victimes des obstacles socioéconomiques à l'éducation, tels que le travail et le mariage des enfants, les familles ayant de plus en plus de difficultés à assurer leur propre sécurité, d'une part, et les coûts de la scolarité, directs ou indirects, devenant prohibitifs pour un plus grand nombre de ménages, d'autre part. De même, il faudra un éventail plus large de solutions créatives, notamment des programmes éducatifs à distance, communautaires, de rattrapage et informels, pour toucher un plus grand nombre d'enfants et les aider à combler les lacunes d'apprentissage durant le reste de la crise et la période de relèvement.

DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS EFFICIENTS

Les menaces que la crise de la COVID-19 a fait peser sur l'efficacité des systèmes éducatifs sont nombreuses, notamment concernant les décrochages, les redoublements, la formation des enseignants, les données et le financement national. L'UNESCO prévoit que 6,5 millions d'élèves du primaire et du premier cycle du secondaire dans le monde risquent de ne pas retourner en classe en raison du choc économique

12. Szabo, G. et J. Edwards. The Global Girlhood Report 2020: How COVID-19 is Putting Progress in Peril. (Londres : Save the Children, 2020). https://resourcecentre.savethechildren.net/node/18201/pdf/global_girlhood_report_2020_africa_version_2.pdf.

13. UNESCO. « How Many Students Are at Risk of Not Returning to School? » (Document de sensibilisation, UNESCO, Paris, 2020) p.12. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373992>.

14. Pour plus de détails sur ce financement, lire H. Traringrose « Pakistan : pour un accès plus égal à l'apprentissage pendant la pandémie de coronavirus » Blog Éducation pour tous, Partenariat mondial pour l'éducation, 17 juin 2020, <https://www.globalpartnership.org/fr/blog/pakistan-pour-un-acces-plus-egal-lapprentissage-pendant-la-pandemie-de-coronavirus>.

15. Pour plus de détails sur ce financement, lire P. Danchev, « Zambie : un travail de fond pour relever les défis posés par le coronavirus au secteur de l'éducation » Blog Éducation pour tous, Partenariat mondial pour l'éducation, 19 août 2020 <https://www.globalpartnership.org/fr/blog/zambie-travail-fond-relever-defis-poses-coronavirus-secteur-education-covid-19>.

16. Plus de 500 000 personnes, d'après l'outil de données du Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations-Unies (<https://www.unhcr.org/refugee-statistics/download/?url=PeIG>). Il s'agit des pays partenaires suivants : Afghanistan, Bangladesh, Burkina Faso, Cameroun, Éthiopie, Nigéria, Ouganda, Pakistan, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tchad et Yémen.



provoqué par la pandémie¹⁷. Des millions de ménages dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire risquent de tomber en deçà du seuil de pauvreté extrême, ce qui entraînerait une hausse du nombre d'abandons scolaires parmi les groupes les plus démunis de la population¹⁸. En outre, en raison des fermetures d'écoles, les élèves courraient un plus grand risque de redoubler une classe si la progression reste subordonnée au passage d'un examen. Les enseignants ont été confrontés à l'énorme difficulté de s'adapter rapidement à l'enseignement à distance, souvent dans l'urgence et dans certains cas, avec peu d'orientations ou de soutien. Les instituts de statistiques des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire sont soumis à de fortes pressions pour collecter des données sur l'éducation afin d'éclairer la riposte des pays à la pandémie¹⁹, mais collecter des données dans ce domaine en temps de crise peut s'avérer difficile.

Afin de réduire au minimum les décrochages scolaires, les financements accélérés COVID-19 du GPE aident les pays partenaires à préparer les établissements à une réouverture sans danger. Ils financent en général la construction d'installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), la désinfection et la stérilisation des salles de classe et l'élaboration de directives pour une réouverture en toute sécurité. Des campagnes de retour à l'école sont prévues dans 79 % des financements (52 sur 66), sensibilisant ainsi les responsables des enfants aux réouvertures. Tous les financements prévoient d'apporter un soutien ciblé à ceux qui présentent le plus de risques de décrocher, notamment les filles, les enfants des ménages à faible revenu et les handicapés.

Les pays prennent diverses mesures pour adapter leurs politiques de passage en classe supérieure par rapport à la pandémie²⁰. À titre d'exemple, certains pays (p. ex., le Bangladesh²¹ et le Pakistan²²) ont adopté le passage automatique en classe supérieure, en réponse à l'annulation d'un trimestre scolaire ou des examens. Un certain nombre de

financements accélérés COVID-19 apportent un soutien ciblé aux enfants défavorisés pour prévenir le redoublement. Au Bénin par exemple, le financement prévoit des programmes de rattrapage pour les élèves en situation de risque de redoublement dans 20 communes défavorisées.

Sur les 66 financements accélérés COVID-19 approuvés, 51 (17,2 millions de dollars) et 46 (19,3 millions de dollars) ont contribué au perfectionnement des enseignants respectivement au cours de la phase d'atténuation et durant la phase de relèvement²³. Les financements du GPE pour la planification de la riposte apportent aussi leur soutien aux enseignants. Les enseignants aux Maldives, par exemple, ont été formés à l'enseignement à distance et, au Viet Nam, les enseignants ont reçu une formation en ligne sur la façon d'apporter du soutien psychosocial aux élèves²⁴. De même, le financement mondial pour la continuité de l'apprentissage a contribué à la formation professionnelle et au renforcement des capacités des enseignants au niveau de la région, notamment en matière d'enseignement à distance et de soutien psychosocial. Ce financement a également permis l'élaboration d'un recueil de plans de cours structurés pour les enseignants, assortis d'une formation professionnelle sur leur utilisation, ainsi que la préparation d'une intervention sur la technologie au service de l'enseignement pour tirer parti de la technologie dans le but d'améliorer la formation professionnelle des enseignants²⁵.

Afin de répondre au besoin de disposer de données appropriées pour relever les défis posés par la pandémie dans le secteur de l'éducation, 1,3 million de dollars au titre des financements accélérés COVID-19 ont été alloués aux activités de renforcement des systèmes de données dans les pays partenaires. À titre d'exemple, le financement COVID a contribué à améliorer la capacité des systèmes de données à anticiper et affronter les chocs futurs au Bénin, et a aidé la République centrafricaine à suivre et rendre compte en temps réel de la riposte du pays à la COVID-19.

17. UNESCO « Combien d'élèves risquent de ne pas retourner en classe ? »

18. Voir Azevedo, J. P. et al. « Simulating the Potential Impacts of COVID-19 School Closures on Schooling and Learning Outcomes: A Set of Global Estimates ». (Washington : Banque mondiale, 2020). <http://pubdocs.worldbank.org/en/798061592482682799/covid-and-education-June17-r6.pdf>. Voir aussi Lakner, C. et al. (2020). Actualisation des estimations de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté : l'incidence des nouvelles données. Blogs de données, Banque mondiale, 7 octobre 2020. <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/estimations-impact-de-la-pandemie-de-covid-19-sur-la-pauvrete>.

19. ISU, « The Need to Collect Essential Education Data during the COVID-19 Crisis » (Fact Sheet 58, Institut de statistique de l'UNESCO [ISU], Montréal, Mai 2020), <http://uis.unesco.org/en/files/fs58-need-essential-education-data-pdf-0>.

20. Banque mondiale (2020). Pandémie de COVID-19 : Chocs pour l'éducation et réponses stratégiques. (Washington : Banque mondiale, 2020) <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/33696/148198FR.pdf?sequence=5&isAllowed=y>.

21. Voir « Bangladesh Mulls Auto-promotion for Primary Students amid Pandemic, » [bdnews24.com](https://bdnews24.com/education/2020/09/06/bangladesh-mulls-auto-promotion-for-primary-students-amid-pandemic), 6 septembre 2022 <https://bdnews24.com/education/2020/09/06/bangladesh-mulls-auto-promotion-for-primary-students-amid-pandemic>.

22. Voir S. Jeeva, N. Yousuf, et H. Shariff, « Post-Covid-19 Education Crisis: What Next? » The News International, 21 août 2020, <https://www.thenews.com.pk/print/703438-post-covid-19-education-crisis-what-next>.

23. GPE, « Riposte à la COVID-19 : Allocation thématique des financements pour l'atténuation et le rétablissement. » (Washington : Partenariat mondiale pour l'éducation, 2020), <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2021-04-GPE-codage-thematique-financements-covid19.pdf>.

24. GPE. Synthèse des activités soutenues par les financements pour la planification de la riposte à la COVID-19.

25. GPE. « GPE's Education Response to COVID-19: UNESCO, UNICEF, World Bank Joint Proposal for a Consortium of Grant Agents. » (Washington : Partenariat mondial pour l'éducation, 2020), <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020-07-Consolidated-GPE-proposal-with-summary-budget.pdf>.

Les diverses parties prenantes du GPE doivent conjuguer leurs efforts pour utiliser les ressources disponibles avec efficacité et efficience, de façon à garantir que les enfants les plus marginalisés dans les pays les plus pauvres au monde bénéficient de ces ressources. Au moment où les systèmes éducatifs s'emploient à répondre à la crise provoquée par la COVID-19 et à l'utiliser comme un tremplin pour « reconstruire en mieux », il sera essentiel de travailler avec les enseignants et de les soutenir, de renforcer les systèmes de données et de réduire au minimum les décrochages et les redoublements.

PLANIFICATION SECTORIELLE, SUIVI ET DIALOGUE SUR LES POLITIQUES ÉDUCATIVES

La planification sectorielle et le dialogue inclusif sur les politiques sont la clé d'une réussite durable dans le secteur de l'éducation. Les effets les plus immédiats de la pandémie peuvent éclipser les interruptions que le secteur et les ministères de l'Éducation ont connues, notamment en matière de planification sectorielle et de concertation. Bien qu'il reste beaucoup à étudier, les pays partenaires ont déployé les capacités disponibles parmi les parties prenantes et les ministères en vue d'élaborer des stratégies de réponse à la COVID-19 et de concevoir des programmes permettant d'accéder à des financements d'urgence. Traditionnellement, la préparation à la fois des analyses et des plans sectoriels de l'éducation nécessite l'appui de consultants extérieurs et une collaboration solide entre les différents services ministériels et interministériels (aux niveaux national et régional d'un pays). Les évaluations des plans sectoriels nécessitent également des consultations et des rencontres dans le pays. Dans la mesure où les voyages en avion ont été limités pendant une grande partie de 2020 et où la mobilité à l'intérieur et à l'extérieur des pays a été sérieusement entravée par la pandémie, les pays partenaires préparant de nouvelles analyses et de nouveaux plans sectoriels de l'éducation vont inévitablement se heurter à d'importants retards dans ce domaine. Étant donné que le GPE œuvre dans des environnements où les ressources sont relativement faibles et où l'accès à internet est limité, recueillir les données et communiquer, même virtuellement, pour préparer les analyses et plans sectoriels se sont avérés particulièrement difficiles. En raison des fermetures d'écoles, des absences du personnel des services des partenaires de développement et des autres interruptions des activités du secteur et de la mise en œuvre des projets, et à cause des exigences de la crise en cours, la mise en œuvre des plans

sectoriels de l'éducation a judicieusement cédé le pas à celle des plans de riposte à la COVID-19. Naturellement, cela a eu une incidence sur les processus habituels du secteur, comme les revues sectorielles conjointes, le suivi du plan sectoriel de l'éducation et le dialogue sur les politiques éducatives. Des revues sectorielles conjointes ont été organisées virtuellement ou en présentiel dans seulement 21 % des pays partenaires (15 sur 71) en 2020.

Afin d'assurer la continuité des apprentissages en dépit des circonstances, le GPE a décaissé des financements pour la planification de la riposte à la COVID-19 par l'intermédiaire de l'UNICEF à 87 pays admissibles (voir [section A.2](#) du chapitre spécial sur la COVID-19). À Djibouti, par exemple, le financement accéléré COVID-19 qui a succédé au financement pour la planification de la riposte a rassemblé toutes les parties prenantes du secteur dans le but d'approuver et mettre en œuvre sans tarder le « Plan de préparation et de réponse à la COVID-19 de Djibouti ». En outre, le GPE travaille à l'élaboration de directives sur le suivi sectoriel conjoint durant la pandémie et a assoupli davantage la reprogrammation des financements pour qu'ils puissent répondre aux différents défis posés par la COVID-19. Alors que de plus en plus de pays partenaires rouvrent leurs écoles et que le secteur de l'éducation se relève, le GPE continue d'apporter un appui technique à la planification sectorielle et de suivre la mise en œuvre des guichets de ses nouveaux financements pour le renforcement des capacités du système dédiés aux revues sectorielles conjointes ainsi qu'aux analyses et plans sectoriels de l'éducation.

FINANCEMENTS ET PARTENARIAT

Selon une estimation de l'UNESCO, la COVID-19 ajoutera 30 à 45 milliards de dollars supplémentaires aux 148 milliards de dollars actuels de déficit de financement annuel pour atteindre l'ODD 4 dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure²⁶. Toutefois, les pays partenaires devraient réduire leurs financements nationaux du secteur de l'éducation pour dégager les ressources qui seront affectées aux dépenses de santé et de protection sociale indispensables²⁷. En fait, dans deux tiers des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, les budgets publics de l'éducation ont baissé depuis le début de la pandémie de COVID-19²⁸. Pire encore, avec la récession économique que vivent les pays donateurs,

26. UNESCO « Action immédiate : atténuer l'incidence de la COVID-19 sur la réalisation de l'ODD 4. » (Document d'orientation 42, UNESCO, Paris, 2020), https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000374163_fr.

27. Banque mondiale. L'incidence de la pandémie de COVID-19 sur le financement de l'éducation. (Washington : Banque mondiale, 2020) (en anglais) <http://documents1.worldbank.org/curated/en/479041589318526060/pdf/The-Impact-of-the-COVID-19-Pandemic-on-Education-Financing.pdf>.

28. UNESCO et Banque mondiale (2021). Observatoire du financement de l'éducation (Education Finance Watch) 2021. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/226481614027788096/pdf/Education-Finance-Watch-2021.pdf>.

l'aide à l'éducation diminuera de 2 milliards de dollars d'ici à 2022, selon l'UNESCO²⁹.

Pour combler ce déficit, outre la mobilisation au plus vite de plus de 500 millions de dollars en réponse à la COVID-19, le GPE en tant que partenariat a tiré parti de sa force pour mettre l'éducation au premier plan des programmes politiques des pays partenaires, en organisant et en participant à 12 manifestations avant la fin du mois de juin 2020 (voir la [section A.4.](#) du chapitre spécial sur la COVID pour

des exemples). Le GPE a également appuyé l'élaboration de produits du savoir pour aider les pays partenaires à faire face à cette crise sans précédent (voir [chapitre 5](#), indicateur 33). Parmi les pays donateurs du GPE, l'Allemagne, le Danemark, la Finlande et la Suède se sont engagés à contribuer à la riposte du GPE à la COVID-19 à hauteur de 40 millions de dollars au total³⁰. Toutefois, la mobilisation des ressources nécessaires n'est qu'une partie de la solution. Les efforts devront se poursuivre dans les années à venir pour garantir aux enfants les plus vulnérables de la planète leur droit à l'éducation³¹.

29. UNESCO (2020) La COVID-19 représente une grave menace pour la relance de l'aide à l'éducation (Document d'orientation 41, UNESCO, Paris, 2020) https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373844_fre.

30. Déclaration de la Présidente du Conseil d'administration du GPE lors de la réunion du conseil de décembre 2020 (<https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020-12-GPE-declaration-presidente-conseil-revi.pdf>).

31. Voir [encadré 5.2](#) au [chapitre 5](#) pour une analyse complémentaire des effets de la pandémie sur les financements de mise en œuvre du GPE.

ANNEXE F

DONNÉES SUR LES ÉVALUATIONS DES ACQUIS SCOLAIRES UTILISÉES POUR RENSEIGNER L'INDICATEUR 1

Nom du pays	PPFC ou non	Évaluation	Matière	Nombre d'évaluations utilisées (Langue)	Nombre d'évaluations utilisées (Math)	Évolution de la qualité des apprentissages (2010–2015/2016–2019)
Albanie		PISA	Math, Langue	1	1	En hausse
Bangladesh		NSA (Évaluation nationale des élèves)	Math, Langue	2	2	En hausse
Bénin		ENAS (Évaluation nationale des acquis des élèves), PASEC	Math, Langue	4	3	En hausse
Burkina Faso		EAS (Évaluation des acquis scolaires), PASEC	Math, Langue	6	6	En baisse
Burundi	PPFC	PASEC	Math, Langue	2	2	En baisse
Cambodge		Évaluation nationale	Math, Langue	2	2	En hausse
Cameroun		PASEC	Math, Langue	2	2	Stationnaire
Côte d'Ivoire	PPFC	EDC (Évaluation diagnostique des compétences), PASEC	Math, Langue	4	4	En hausse
Érythrée	PPFC	MLA (suivi des acquis scolaires)	Math, Langue	4	2	En hausse
Éthiopie	PPFC	EGRA, Évaluations nationales des apprentissages	Math, Langue	4	2	En baisse
Gambie	PPFC	NAT (test national d'évaluation)	Math, Langue	2	2	En hausse
Géorgie		PIRLS, PISA, TIMSS	Math, Langue	2	3	En hausse
Ghana		NEA (Évaluation nationale de l'éducation)	Math, Langue	1	1	En hausse
Honduras		ERA (Évaluation des rendements académiques)	Math, Langue	9	9	En hausse
Lesotho		NAEP (Évaluation nationale des progrès éducatifs)	Math, Langue	2	1	En baisse
Madagascar	PPFC	PASEC	Math, Langue	1	1	Stationnaire
Moldova		PISA	Math, Langue	1	1	En hausse
Mozambique		Évaluation nationale	Langue	1	0	Stationnaire
Népal	PPFC	NASA (Évaluation nationale des acquis des élèves)	Math, Langue	2	1	En hausse
Niger		Évaluation nationale des acquis scolaires, PASEC	Math, Langue	5	5	En hausse
République du Congo		PASEC	Math, Langue	2	2	En hausse
Rwanda	PPFC	L3 (lecture, écriture, calcul, langue et initiative d'apprentissage)	Math, Langue	10	4	En hausse
Sénégal		PASEC	Math, Langue	2	2	En hausse
Tanzanie		Évaluation nationale	Math, Langue	1	1	En hausse
Tchad	PPFC	PASEC	Math, Langue	2	2	En hausse
Togo	PPFC	PASEC	Math, Langue	2	2	En baisse
Zimbabwe	PPFC	Niveau national	Math, Langue	1	1	En hausse
Total				77	64	

Source : Données compilées par le Secrétariat du GPE.

Note : PASEC = Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN, PIRLS = Programme international de recherche en lecture scolaire, PISA = Programme international pour le suivi des acquis des élèves, TIMSS = Étude internationale sur les tendances de l'enseignement des sciences et des mathématiques.

ANNEXE G

CLASSEMENTS 2020 POUR L'INDICATEUR 15

Établi	En développement	Embryonnaire	Aucune information
Albanie, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gambie, Géorgie, Guinée, Honduras, Kenya, Malawi, Mozambique, Népal, Niger, Pakistan, Papouasie- Nouvelle-Guinée, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Tchad, Togo, Viet Nam, Zimbabwe	Bangladesh, Comores, Érythrée, Ghana, Guyana, Haïti, Lesotho, Madagascar, Mali, Mauritanie, Moldova, Mongolie, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, RDP lao, République démocratique du Congo, Soudan, Soudan du Sud, Zambie	Afghanistan, Djibouti, République kirghize, Libéria, République centrafricaine, Somalie, Tadjikistan, Timor-Leste, Yémen	Guinée-Bissau, Ouzbékistan

Source : Secrétariat du GPE.

ANNEXE H

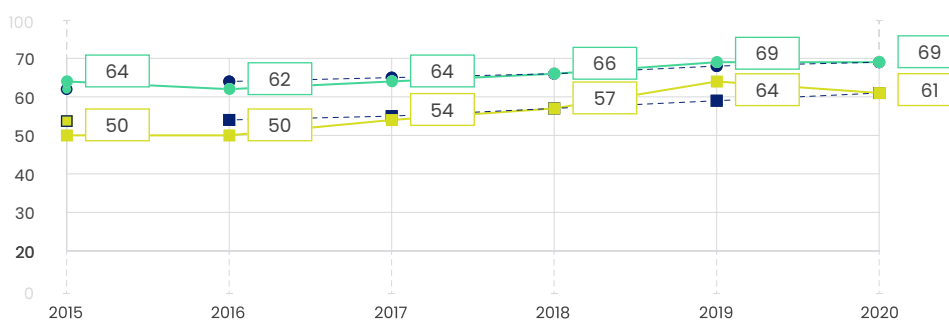
RÉSULTATS DE L'INDICATEUR 5 AVEC LE SEUIL DE PARITÉ INITIAL

Au chapitre 2, la **figure 2.2** présente les données de l'indicateur 5 en utilisant un seuil corrigé pour l'indice de parité entre les genres. Ce seuil, de 0,8845 à 1,1306, garantit que le rapport de scolarisation filles/garçons à la limite inférieure est égal au rapport de scolarisation garçons/filles à la limite supérieure,

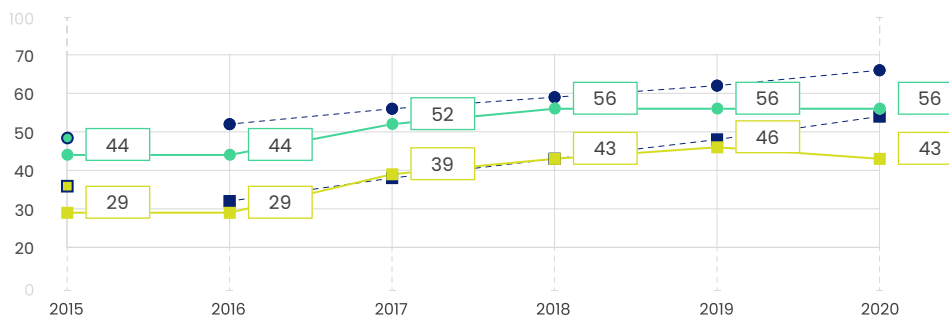
tout en préservant la même ampleur globale du seuil que le seuil initial. Les **figures H.1** et **H.2**, ci-dessous, présentent les données utilisant le seuil initial, de 0,877 à 1,123, pour la parité entre les genres à l'achèvement de l'enseignement primaire et du premier cycle de l'enseignement secondaire, respectivement.

FIGURE H.

H.1. PROPORTION DE PAYS PARTENAIRES DU GPE SITUÉS DANS LES SEUILS DE L'INDICE DE PARITÉ ENTRE LES GENRES DANS LES TAUX D'ACHÈVEMENT DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE



H.2. PROPORTION DE PAYS PARTENAIRES DU GPE SITUÉS DANS LES SEUILS DE L'INDICE DE PARITÉ ENTRE LES GENRES DANS LES TAUX D'ACHÈVEMENT DU PREMIER CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE



	Jalon	Réel	Valeur de référence initiale
Total	●	●	●
PPFC	■	■	■

Source : Compilation du GPE effectuée à partir des données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (base de données), Montréal, <http://uis.unesco.org> (dernières données disponibles 2018-2014).

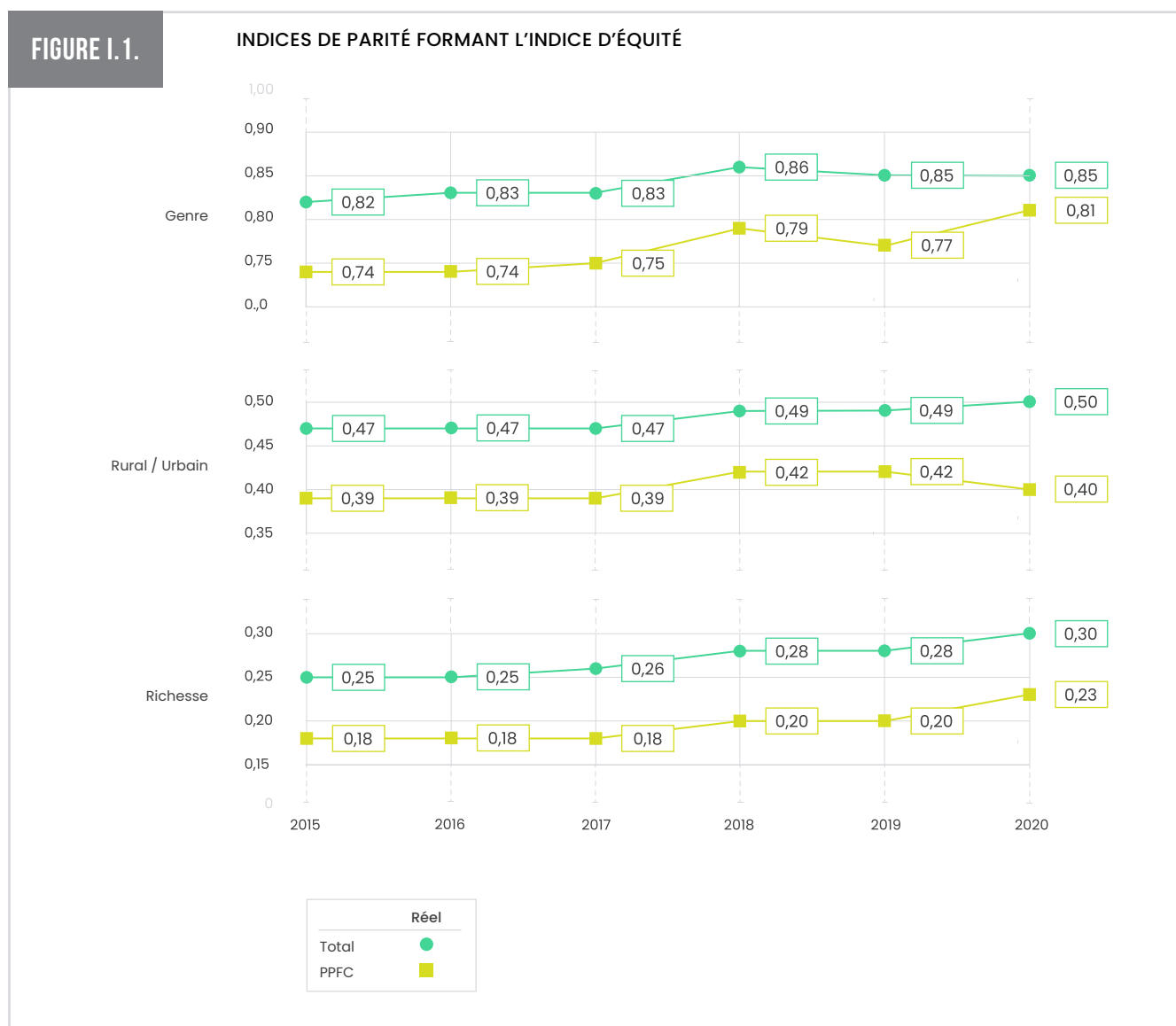
Note : Le GPE ne révisé pas les valeurs de référence officielles ; elles sont représentées plus haut par les « valeurs de référence initiales ». Les données initialement communiquées pour les années 2016 à 2019 figurent à l'**annexe A**.

ANNEXE I

RÉSULTATS DES INDICES DE PARITÉ FORMANT L'INDICE D'ÉQUITÉ

L'indicateur 9, sur l'indice d'équité, est calculé comme la moyenne de trois indices de parité : les filles par rapport aux garçons, les enfants vivant dans les zones rurales par rapport à ceux habitant les zones urbaines et les 20 % des enfants issus des ménages les plus pauvres par rapport aux 20 % de ceux des ménages les plus riches. Chaque indice de parité est calculé pour chaque pays en divisant le taux d'achèvement du premier cycle de l'enseignement secondaire du groupe défavorisé par le taux du groupe avantagé, de sorte que l'indice ne dépasse jamais 1.

La **figure I.1** montre la progression de chaque indice de parité sur la période 2015-2020, dans 59 pays disposant de données qui étaient des pays partenaires en 2016, et dont 27 étaient alors classés comme des pays touchés par la fragilité et les conflits (PPFC). Si l'évolution globale depuis l'année de référence est généralement positive, les tendances individuelles sont mitigées, l'indice de parité entre enfants des zones rurales et ceux des zones urbaines dans les PPFC ayant relativement stagné, alors que l'indice de parité entre les genres a globalement reculé ces dernières années. Toutefois, les autres indices ont fortement progressé.



ANNEXE J

FINANCEMENTS DU GPE PAR TYPE ET PAR MONTANT¹

Tableau J.1. Allocations et décaissements cumulés, par type de financement et par exercice, de la date de création du GPE jusqu'en juin 2020

Exercice	Cumulé			
	Type	Nombre	Montant (en millions de dollars)	Part du montant (%)
Appui à la planification et à la mise en œuvre des PSE				
Financement pour la préparation du plan sectoriel de l'éducation (ESPDG)	114	36,5	0,6	36,5
Financement pour la préparation du programme (PDG)	107	21,5	0,3	21,5
Financement pour la mise en œuvre du programme sectoriel de l'éducation (ESPIG)	183	5 921,6	90,9	4 658,2
Riposte à la COVID-19				
Financement pour la planification COVID-19 (ESPDG)	1	8,2	0,1	0,0
Financement accéléré COVID-19	43	370,8	5,7	15,2
Financement mondial pour la continuité de l'apprentissage	1	25,0	0,4	0,0
Appui thématique				
Partage de connaissances et d'innovations (KIX)	1	72,0	1,1	6,0
L'Éducation à voix haute	1	55,5	0,9	9,9
Total	451	6 511,1	100 %	4 747,3

Tableau J.2. Allocations et décaissements cumulés, par type de financement et par année civile, de la date de création du GPE jusqu'en décembre 2020

Année civile	Cumulé			
	Type	Nombre	Montant (en millions de dollars)	Part du montant (%)
Appui à la planification et à la mise en œuvre des PSE				
Financement pour la préparation du plan sectoriel de l'éducation (ESPDG)	121	40,2	0,6	36,5
Financement pour la préparation du programme (PDG)	116	22,8	0,3	21,5
Financement pour la mise en œuvre du programme sectoriel de l'éducation (ESPIG)	198	6,443, 7	90,3	4,754, 4
Riposte à la COVID-19				
Financement pour la planification COVID-19 (ESPDG)	1	8,2	0,1	0,1
Financement accéléré COVID-19	66	467,2	6,5	122,6
Financement mondial pour la continuité de l'apprentissage	1	25,0	0,4	5,3
Appui thématique				
Partage de connaissances et d'innovations (KIX)	1	72,0	1,0	13,1
L'Éducation à voix haute	1	55,5	0,8	11,2
Total	505	7 134,6	100 %	4 964,7

1. **Note :** les montants décaissés pour les financements accélérés COVID-19 présentés dans ces tableaux sont inférieurs à ceux mentionnés dans le chapitre spécial sur la COVID. La raison en est que les tableaux dans cette annexe s'inspirent des rapports officiels sur les décaissements dressés par les sièges des agents partenaires, alors que les chiffres avancés dans le chapitre se fondent sur les données des enquêtes de suivi fournies par les bureaux des agents partenaires dans les pays, qui ont tendance à donner des montants de décaissement plus actualisés au niveau des pays.

Tableau J.3. Allocations et décaissements cumulés, par type de financement durant la mise en œuvre du Plan stratégique GPE 2020 (janvier 2016 - décembre 2020)

Année civile	Montants cumulés				
	Type	Nombre	Montant (en millions de dollars)	Part du montant (%)	Décaissé (en millions de dollars)
Appui à la planification et à la mise en œuvre des PSE					
	Financement pour la préparation du plan sectoriel de l'éducation (ESPDG)	79	30,6	1,1	27,1
	Financement pour la préparation du programme (PDG)	79	16,0	0,6	15,1
	Financement pour la mise en œuvre du programme sectoriel de l'éducation (ESPIG)	79	2,155, 3	76,2	1,828,4
Riposte à la COVID-19					
	Financement pour la planification COVID-19 (ESPDG)	1	8,2	0,3	0,1
	Financement accéléré COVID-19	66	467,2	16,5	122,6
	Financement mondial pour la continuité de l'apprentissage	1	25,0	0,9	5,3
Appui thématique					
	Partage de connaissances et d'innovations (KIX)	1	72,0	2,5	13,1
	L'Éducation à voix haute	1	55,5	2,0	9,8
Total		307	2 829,8		2 021,5



ANNEXE K

DÉCAISSEMENTS CUMULÉS DES FINANCEMENTS DE MISE EN ŒUVRE DANS LES PPFC OU AUTRES¹

Tableau K.1. Décaissements cumulés par type de pays, PPFC ou autres, de la date de création du GPE au 30 juin 2020

	Décaissements cumulés (USD), financements accélérés COVID-19 inclus	Décaissements cumulés (%), financements accélérés COVID-19 inclus	Décaissements cumulés (USD), financements accélérés COVID-19 exclus	Décaissements cumulés (%), financements accélérés COVID-19 exclus
Non-PPFC	2 365 504 172	50,6 %	2 350 344 172	50,5 %
PPFC	2 307 868 468	49,4 %	2 307 868 468	49,5 %
Total	4 673 372 640	100 %	4 658 212 640	100 %

Tableau K.2. Décaissements cumulés par type de pays, PPFC ou autres, de la date de création du GPE au 31 décembre 2020

	Décaissements cumulés (USD), financements accélérés COVID-19 inclus	Décaissements cumulés (%), financements accélérés COVID-19 inclus	Décaissements cumulés (USD), financements accélérés COVID-19 exclus	Décaissements cumulés (%), financements accélérés COVID-19 exclus
Non-PPFC	2 417 860 323	49,6 %	2 368 420 890	49,8 %
PPFC	2 459 172 727	50,4 %	2 385 981 789	50,2 %
Total	4 877 033 050	100 %	4 754 402 679	100 %

Tableau K.3. Décaissements cumulés, par type de pays, PPFC ou autres, durant la mise en œuvre du Plan stratégique GPE 2020 (janvier 2016 - décembre 2020)

	Décaissements cumulés (USD), financements accélérés COVID-19 inclus	Décaissements cumulés (%), financements accélérés COVID-19 inclus	Décaissements cumulés (USD), financements accélérés COVID-19 exclus	Décaissements cumulés (%), financements accélérés COVID-19 exclus
Non-PPFC	826 232 330	42,3 %	776 792 897	42,5 %
PPFC	1 124 800 010	57,7 %	1 051 609 072	57,5 %
Total	1 951 032 340	100 %	1 828 401 969	100 %

1. Les chiffres présentés dans cette annexe englobent les décaissements au titre des financements pour la mise en œuvre du programme sectoriel de l'éducation, des financements du fonds à effet multiplicateur, des financements accélérés ordinaires et des financements accélérés COVID-19, selon les colonnes.

ANNEXE L

DÉCAISSEMENTS CUMULÉS DES FINANCEMENTS DE MISE EN ŒUVRE, PAR RÉGION¹

Tableau L.1. Décaissements cumulés par région au 30 juin 2020

Région	Décaissements cumulés (USD), financements accélérés COVID-19 inclus	Décaissements cumulés (%), financements accélérés COVID-19 inclus	Décaissements cumulés (USD), financements accélérés COVID-19 exclus	Décaissements cumulés (%), financements accélérés COVID-19 exclus
Asie de l'Est et Pacifique	297 229 093	6,4 %	297 229 093	6,4 %
Europe et Asie centrale	138 208 772	3,0 %	138 208 772	3,0 %
Amérique latine et Caraïbes	123 193 656	2,6 %	123 193 656	2,6 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	109 289 037	2,3 %	109 289 037	2,3 %
Asie du Sud	427 551 313	9,1 %	427 551 313	9,2 %
Afrique subsaharienne	3 577 900 768	76,6 %	3 562 740 768	76,5 %
Total	4 673 372 640	100 %	4 658 212 640	100 %

Tableau L.2. Décaissements cumulés par région au 31 décembre 2020

Région	Décaissements cumulés (USD), financements accélérés COVID-19 inclus	Décaissements cumulés (%), financements accélérés COVID-19 inclus	Décaissements cumulés (USD), financements accélérés COVID-19 exclus	Décaissements cumulés (%), financements accélérés COVID-19 exclus
Asie de l'Est et Pacifique	317 310 679	6,5 %	307 010 197	6,5 %
Europe et Asie centrale	138 646 956	2,8 %	138 646 956	2,9 %
Amérique latine et Caraïbes	126 761 003	2,6 %	123 588 504	2,6 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	116 617 656	2,4 %	116 617 656	2,5 %
Asie du Sud	432 104 773	8,9 %	430 020 438	9,0 %
Afrique subsaharienne	3 745 591 982	76,8 %	3 638 518 927	76,5 %
Total	4 877 033 050	100 %	4 754 402 679	100 %

Tableau L.3. Décaissements cumulés par région durant la mise en œuvre du Plan stratégique GPE 2020 (janvier 2016 - décembre 2020)

Région	Décaissements cumulés (USD), financements accélérés COVID-19 inclus	Décaissements cumulés (%), financements accélérés COVID-19 inclus	Décaissements cumulés (USD), financements accélérés COVID-19 exclus	Décaissements cumulés (%), financements accélérés COVID-19 exclus
Asie de l'Est et Pacifique	52 828 423	2,7 %	42 527 940	2,3 %
Europe et Asie centrale	64 411 620	3,3 %	64 411 620	3,5 %
Amérique latine et Caraïbes	28 669 207	1,5 %	25 496 708	1,4 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	51 390 253	2,6 %	51 390 253	2,8 %
Asie du Sud	260 873 228	13,4 %	258 788 894	14,2 %
Afrique subsaharienne	1 492 859 609	76,5 %	1 385 786 554	75,8 %
Total	1 951 032 340	100 %	1 828 401 969	100 %

1. Les chiffres présentés dans cette annexe englobent les décaissements au titre des financements pour la mise en œuvre du programme sectoriel de l'éducation, des financements du fonds à effet multiplicateur, des financements accélérés ordinaires et des financements accélérés COVID-19, selon les colonnes.

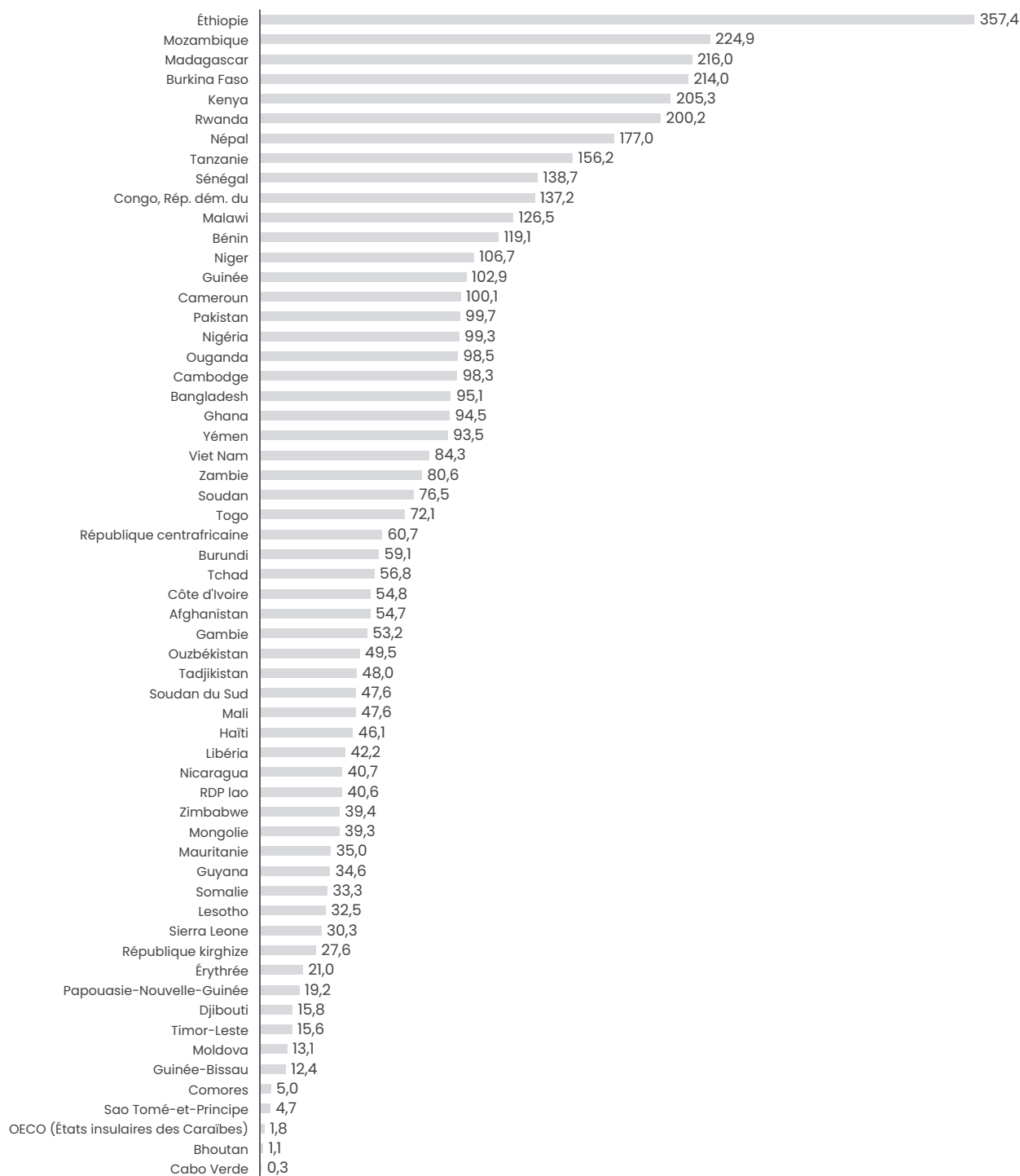


ANNEXE M

DÉCAISSEMENT DES FINANCEMENTS DE MISE EN ŒUVRE PAR PAYS, EXERCICE 2020¹

FIGURE M. 1.

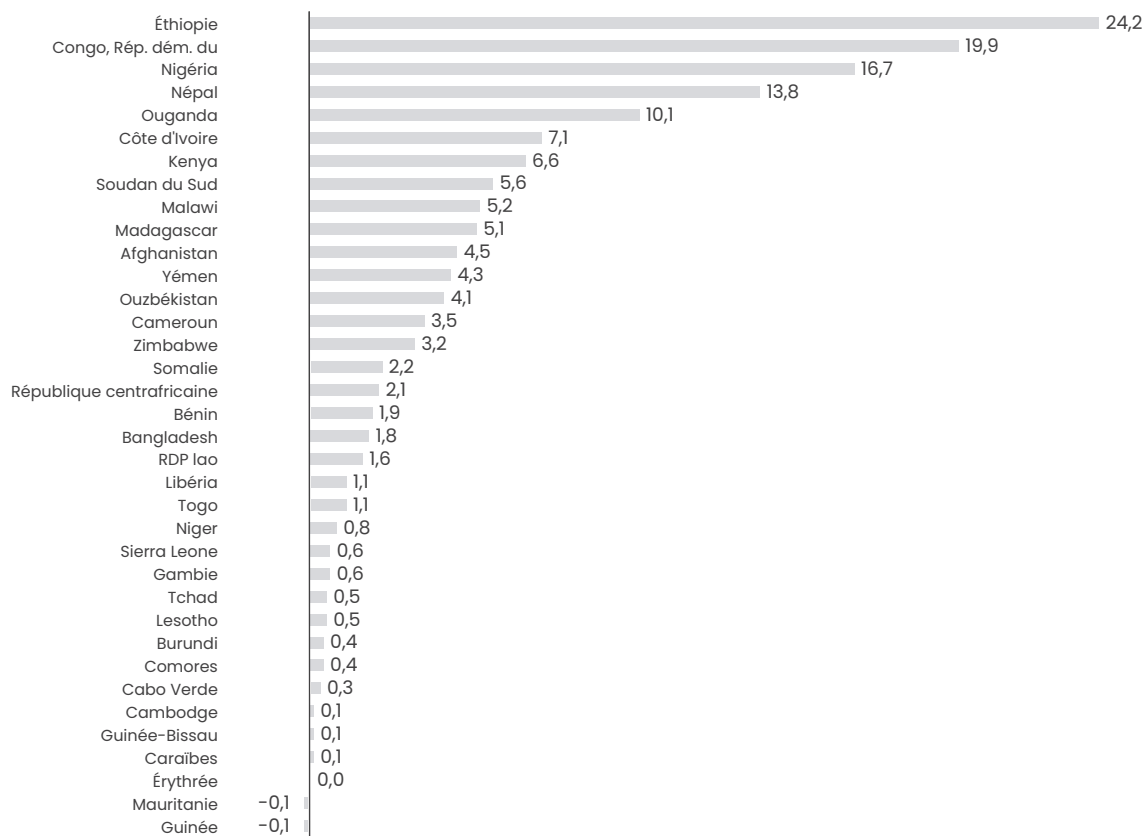
DÉCAISSEMENTS CUMULÉS EN JUIN 2020 (EN MILLIONS DE DOLLARS)



1. Les chiffres présentés dans cette annexe englobent les décaissements au titre des financements pour la mise en œuvre du programme sectoriel de l'éducation, des financements du fonds à effet multiplicateur, des financements accélérés ordinaires. Ils ne tiennent pas compte des financements accélérés COVID-19.

FIGURE M.2.

DÉCAISSEMENTS, EXERCICE 2020 (EN MILLIONS DE DOLLARS)

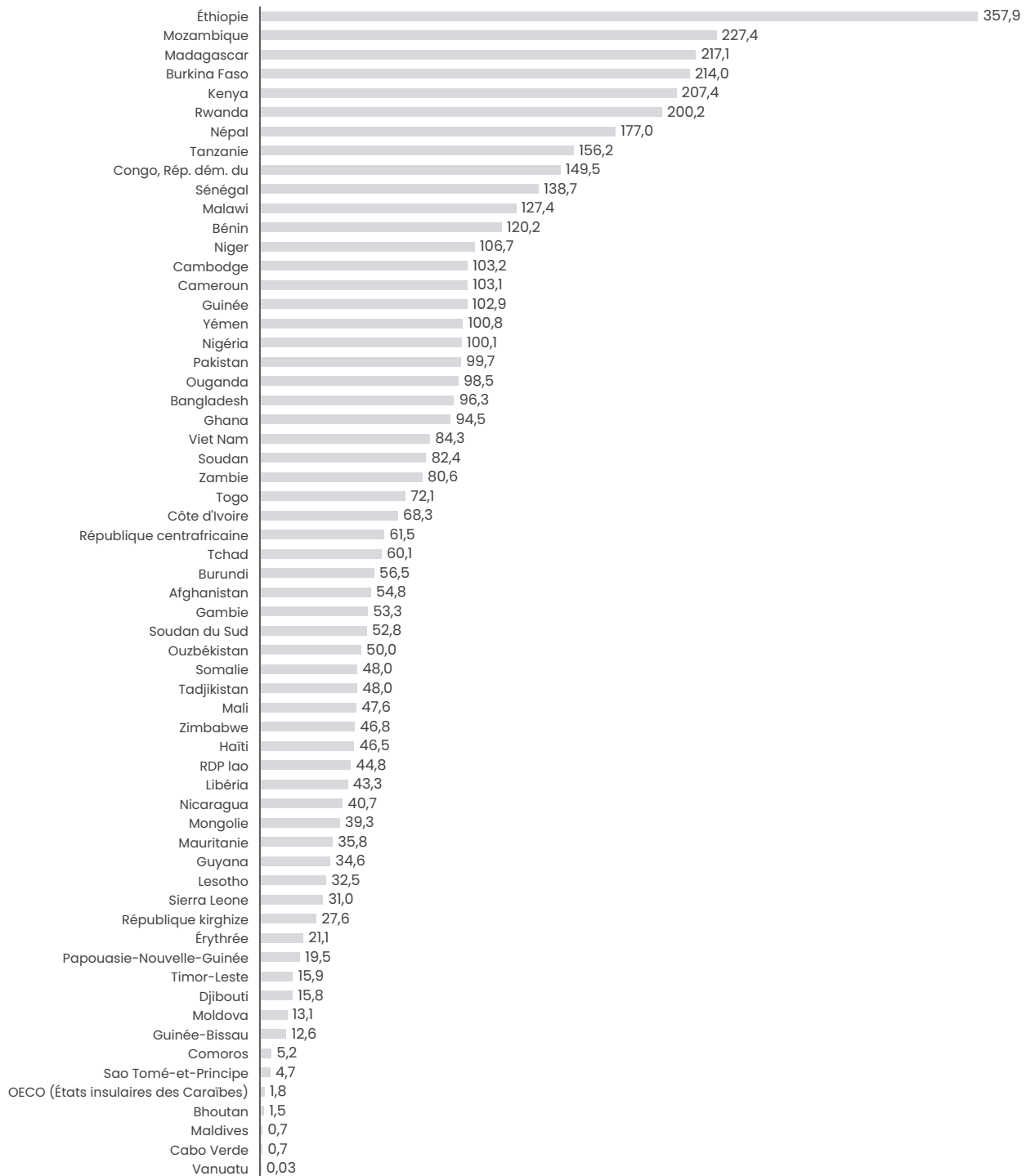


ANNEXE N

DÉCAISSEMENT DES FINANCEMENTS DE MISE EN ŒUVRE PAR PAYS, ANNÉE CIVILE 2020¹

FIGURE N. 1.

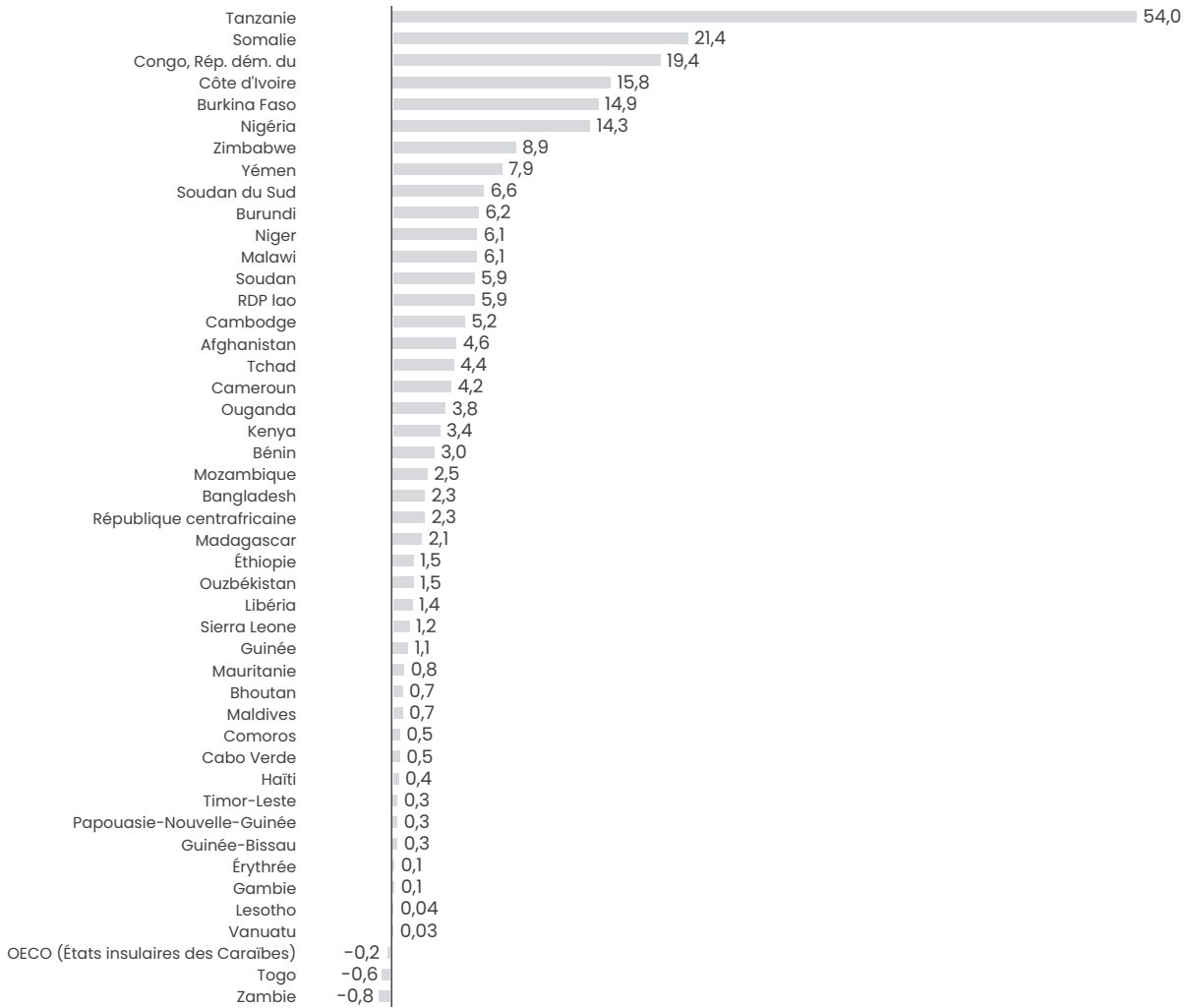
DÉCAISSEMENTS CUMULÉS EN DÉCEMBRE 2020 (EN MILLIONS DE DOLLARS)



1. Les chiffres présentés dans cette annexe englobent les décaissements au titre des financements pour la mise en œuvre du programme sectoriel de l'éducation, des financements du fonds à effet multiplicateur, des financements accélérés ordinaires. Ils ne tiennent pas compte des financements accélérés COVID-19.

FIGURE N.2.

DÉCAISSEMENTS, ANNÉE CIVILE 2020 (EN MILLIONS DE DOLLARS)



ANNEXE O

ACTIVITÉS THÉMATIQUES SOUTENUES PAR FINANCEMENT DE MISE EN ŒUVRE, PAR BUT STRATÉGIQUE, PAR PAYS/ÉTAT FÉDÉRAL¹

Tableau O.1. Domaines thématiques codés dans le portefeuille des financements de mise en œuvre approuvés durant le Plan stratégique 2020 : Équité

Pays	Date d'approbation	Installations et infrastructures scolaires	Transferts monétaires et autres incitations ciblées en faveur des élèves et des familles	Égalité des genres	Accès à l'éducation pour les enfants non scolarisés	Apprentissage des adultes	Programmes de bien-être	Enfants ayant un handicap et des besoins particuliers
Afghanistan	19/11/2018	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Oui
Afghanistan (FA)	23/09/2020	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui
Bangladesh (FA)	17/09/2018	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui
Bhoutan	28/06/2018	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Oui
Burkina Faso (FA)	17/08/2020	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Oui
Burundi	16/06/2016	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Aucun
Burundi	21/03/2019	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Oui
Cabo Verde	22/05/2018	Aucun	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Aucun
Cambodge	22/02/2018	Oui	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun
Cameroun	19/08/2020	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Oui
Cameroun (FA)	11/04/2019	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Oui	Aucun
Comores	22/05/2018	Aucun	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Oui
Côte d'Ivoire	22/02/2018	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Aucun
Djibouti	03/07/2019	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui
Érythrée	08/01/2020	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui
Éthiopie	04/12/2020	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Oui
Éthiopie (FA)	29/10/2020	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Oui
Gambie	22/02/2018	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Oui
Ghana	30/01/2020	Aucun	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Oui
Guinée-Bissau	22/02/2018	Aucun	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun
Haïti (FA)	13/08/2020	Aucun	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun
Honduras	17/01/2020	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun
Kenya	22/10/2019	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Oui
Lesotho	07/06/2017	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun
Libéria	29/09/2017	Aucun	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun
Libéria	22/10/2020	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Aucun
Madagascar	22/02/2018	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Oui
Malawi	16/06/2016	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun
Maldives	29/04/2020	Aucun	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Oui
Mali	05/03/2020	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Aucun
Mali (FA)	13/08/2020	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Oui	Aucun
Mauritanie	17/06/2020	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Oui
Mozambique (FA)	09/06/2020	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui
Myanmar	19/11/2018	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Aucun

1. **Note :** Ce tableau montre les domaines thématiques soutenus par chaque financement de mise en œuvre, pour les financements approuvés durant la période du Plan stratégique GPE 2020. Les financements de mise en œuvre (financements pour la mise en œuvre du programme sectoriel de l'éducation, financements au titre du fonds à effet multiplicateur et financements accélérés) qui ne sont pas mis en commun au niveau du secteur sont compris. FA désigne les financements accélérés. Voir annexe 7-B de la Revue du portefeuille 2018 pour obtenir la définition de chacune des activités thématiques. GPE, Revue du portefeuille 2018 (Washington : Partenariat mondial pour l'éducation, 2018), <https://www.globalpartnership.org/fr/content/revue-annuelle-du-portefeuille-du-gpe-2018-observations-cles-decembre-2018>.

Tableau O.1. Domaines thématiques codés dans le portefeuille des financements de mise en œuvre approuvés durant le Plan stratégique 2020 : Équité

Pays	Date d'approbation	Installations et infrastructures scolaires	Transferts monétaires et autres incitations ciblées en faveur des élèves et des familles	Égalité des genres	Accès à l'éducation pour les enfants non scolarisés	Apprentissage des adultes	Programmes de bien-être	Enfants ayant un handicap et des besoins particuliers
Nigéria	24/08/2020	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Oui
OECO	16/06/2016	Aucun	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun
Ouzbékistan	31/01/2019	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui
Pakistan - Pendjab	19/05/2020	Aucun	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Oui
Pakistan - Sindh	19/08/2020	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Aucun
Papouasie-Nouvelle-Guinée	21/03/2019	Aucun	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Oui
Rép. dém. du Congo	16/06/2016	Aucun	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun
Rép. dém. du Congo (FA)	11/12/2020	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Aucun
République centrafricaine	04/12/2020	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui
République centrafricaine (FA)	17/09/2018	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui	Aucun
Rwanda	05/03/2020	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Oui
Sao Tomé-et-Principe	24/06/2020	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Oui
Sierra Leone	03/08/2018	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Aucun
Somalie - Gouv. fédéral	03/08/2018	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Oui
Somalie - Gouv. fédéral	17/04/2020	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui
Somalie - Gouv. fédéral (FA)	26/05/2020	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Oui
Somalie - Puntland	21/08/2017	Oui	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Oui
Somalie - Puntland (FA)	20/07/2020	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui
Somalie - Somaliland	22/05/2018	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui
Somalie - Somaliland (FA)	28/04/2017	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Aucun	Oui	Aucun
Somalie - Somaliland (FA)	05/11/2019	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Oui	Aucun
Soudan	05/03/2020	Oui	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun
Soudan (FA)	17/12/2019	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Aucun
Soudan du Sud	19/11/2018	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Aucun
Soudan du Sud (FA)	25/07/2018	Aucun	Aucun	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Aucun
Tadjikistan	17/01/2020	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Oui
Tanzanie - Zanzibar	06/12/2017	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Oui
Tanzanie - Zanzibar	14/02/2020	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Oui
Tchad	22/05/2018	Oui	Aucun	Oui	Oui	Oui	Aucun	Aucun
Tchad (FA)	04/02/2016	Oui	Aucun	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun
Timor-Leste	02/04/2020	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun
Vanuatu	08/12/2020	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Oui
Vanuatu (FA)	24/06/2020	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Oui
Zimbabwe	03/08/2018	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Aucun	Oui	Oui
Zimbabwe	02/12/2016	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Aucun	Oui	Oui
Zimbabwe (FA)	26/06/2020	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui

Tableau O.2. Domaines thématiques codés dans le portefeuille des financements de mise en œuvre approuvés durant le Plan stratégique 2020 : Qualité des apprentissages							Tableau O.3. Domaines thématiques codés dans le portefeuille des financements de mise en œuvre approuvés durant le Plan stratégique 2020 : Renforcement du système			
Pays	Date d'approbation	Formation des enseignants	Normes/programmes/matériel d'apprentissage	Systèmes d'évaluation des acquis scolaires	Gestion des enseignants	Utilisation des TIC	Renforcement des capacités de gestion (planification, S&E)	Renforcement des capacités de gestion à l'échelle locale	Renforcement des capacités de gestion, SIGE	Renforcement des capacités de gestion au niveau des écoles
Afghanistan	19/11/2018	Oui	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Oui	Oui	Oui	Oui
Afghanistan (FA)	23/09/2020	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui
Bangladesh (FA)	17/09/2018	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Bhoutan	28/06/2018	Oui	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Oui
Burkina Faso (FA)	17/08/2020	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Oui	Aucun
Burundi	16/06/2016	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Oui	Aucun	Oui	Aucun
Burundi	21/03/2019	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Oui
Cabo Verde	22/05/2018	Oui	Oui	Oui	Oui		Oui	Oui	Oui	Oui
Cambodge	22/02/2018	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui	Oui	Oui
Cameroun	19/08/2020	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Cameroun (FA)	11/04/2019	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Oui
Comores	22/05/2018	Oui	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Oui	Oui	Oui
Côte d'Ivoire	22/02/2018	Oui	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Oui
Djibouti	03/07/2019	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui
Érythrée	08/01/2020	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Éthiopie	04/12/2020	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui
Éthiopie (FA)	29/10/2020	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Oui	Oui	Oui	Oui
Gambie	22/02/2018	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Oui	Aucun
Ghana	30/01/2020	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Guinée-Bissau	22/02/2018	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Haïti (FA)	13/08/2020	Oui	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui
Honduras	17/01/2020	Oui	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui
Kenya	22/10/2019	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Oui	Oui	Oui
Lesotho	07/06/2017	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Oui
Libéria	29/09/2017	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui	Oui	Oui
Libéria	22/10/2020	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Aucun
Madagascar	22/02/2018	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui
Malawi	16/06/2016	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Oui	Oui	Oui	Oui
Maldives	29/04/2020	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Oui
Mali	05/03/2020	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Aucun
Mali (FA)	13/08/2020	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Oui
Mauritanie	17/06/2020	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Mozambique (FA)	09/06/2020	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun
Myanmar	19/11/2018	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui

Tableau O.2. Domaines thématiques codés dans le portefeuille des financements de mise en œuvre approuvés durant le Plan stratégique 2020 : Qualité des apprentissages							Tableau O.3. Domaines thématiques codés dans le portefeuille des financements de mise en œuvre approuvés durant le Plan stratégique 2020 : Renforcement du système			
Pays	Date d'approbation	Formation des enseignants	Normes/programmes/matériel d'apprentissage	Systèmes d'évaluation des acquis scolaires	Gestion des enseignants	Utilisation des TIC	Renforcement des capacités de gestion (planification, S&E)	Renforcement des capacités de gestion à l'échelle locale	Renforcement des capacités de gestion, SIGE	Renforcement des capacités de gestion au niveau des écoles
Nigéria	24/08/2020	Oui	Oui	Oui	Aucun	No	Oui	Aucun	Oui	Oui
OECO	16/06/2016	Oui	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui
Ouzbékistan	31/01/2019	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Pakistan - Pendjab	19/05/2020	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Oui
Pakistan - Sindh	19/08/2020	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui
Papouasie-Nouvelle-Guinée	21/03/2019	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui
Rép. dém. du Congo	16/06/2016	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Aucun
Rép. dém. du Congo (FA)	11/12/2020	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Oui	Aucun	Oui
République centrafricaine	04/12/2020	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui
République centrafricaine (FA)	17/09/2018	Oui	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Oui	Oui	Oui	Oui
Rwanda	05/03/2020	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Oui
Sao Tomé-et-Principe	24/06/2020	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui
Sierra Leone	03/08/2018	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Oui	Oui
Somalie - Gouv. fédéral	03/08/2018	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui	Oui	Oui
Somalie - Gouv. fédéral	17/04/2020	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Somalie - Gouv. fédéral (FA)	26/05/2020	Oui	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Oui
Somalie - Puntland	21/08/2017	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui	Oui	Oui
Somalie - Puntland (FA)	20/07/2020	Oui	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Oui	Oui	Oui
Somalie - Somaliland	22/05/2018	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui	Oui	Oui
Somalie - Somaliland (FA)	28/04/2017	Oui	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui
Somalie - Somaliland (FA)	05/11/2019	Oui	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui
Soudan	05/03/2020	Oui	Oui	Oui	Aucun	No	Oui	Oui	Oui	Oui
Soudan (FA)	17/12/2019	Oui	Aucun	Oui	Aucun	No	Oui	Oui	Aucun	Oui
Soudan du Sud	19/11/2018	Oui	Oui	Oui	Aucun	Yes	Oui	Aucun	Oui	Oui
Soudan du Sud (FA)	25/07/2018	Oui	Aucun	Aucun	Aucun	Yes	Oui	Oui	Oui	Oui
Tadjikistan	17/01/2020	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Yes	Oui	Aucun	Oui	Aucun
Tanzanie - Zanzibar	06/12/2017	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Yes	Oui	Aucun	Aucun	Oui
Tanzanie - Zanzibar	14/02/2020	Oui	Oui	Oui	Aucun	No	Oui	Oui	Aucun	Oui
Tchad	22/05/2018	Oui	Oui	Oui	Aucun	No	Oui	Oui	Oui	Aucun
Tchad (FA)	04/02/2016	Oui	Aucun	Oui	Aucun	Yes	Oui	Aucun	Oui	Oui
Timor-Leste	02/04/2020	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui
Vanuatu	08/12/2020	Oui	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun
Vanuatu (FA)	24/06/2020	Aucun	Oui	Aucun	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Oui	Aucun
Zimbabwe	03/08/2018	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui	Oui	Oui
Zimbabwe	02/12/2016	Oui	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui	Oui	Oui
Zimbabwe (FA)	26/06/2020	Oui	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui	Aucun	Oui	Oui

ANNEXE P

SOUS-SECTEUR DE L'ÉDUCATION SOUTENUS, PAR PAYS/ÉTAT FÉDÉRAL¹

Tableau P.1. Sous-secteurs de l'éducation codés dans le portefeuille des financements de mise en œuvre approuvés durant la période du Plan stratégique GPE 2020

Pays	Date d'approbation	Éducation et protection de la petite enfance	Primaire	Secondaire	Éducation des adultes
Afghanistan	19/11/2018	Oui	Oui	Oui	Aucun
Afghanistan (FA)	23/09/2020	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Bangladesh (FA)	17/09/2018	Oui	Oui	Oui	Aucun
Bhoutan	28/06/2018	Oui	Oui	Oui	Aucun
Burkina Faso (FA)	17/08/2020	Aucun	Oui	Oui	Aucun
Burundi	16/06/2016	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Burundi	21/03/2019	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Cabo Verde	22/05/2018	Oui	Oui	Oui	Aucun
Cambodge	22/02/2018	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Cameroun	19/08/2020	Oui	Oui	Oui	Aucun
Cameroun (FA)	11/04/2019	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Comores	22/05/2018	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Côte d'Ivoire	22/02/2018	Oui	Oui	Oui	Aucun
Djibouti	03/07/2019	Oui	Oui	Oui	Aucun
Érythrée	08/01/2020	Oui	Oui	Oui	Oui
Éthiopie	04/12/2020	Aucun	Oui	Oui	Aucun
Éthiopie (FA)	29/10/2020	Oui	Oui	Aucun	Aucun
Gambie	22/02/2018	Oui	Oui	Oui	Aucun
Ghana	30/01/2020	Oui	Oui	Aucun	Aucun
Guinée-Bissau	22/02/2018	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Haïti (FA)	13/08/2020	Aucun	Oui	Oui	Aucun
Honduras	17/01/2020	Oui	Aucun	Aucun	Aucun
Kenya	22/10/2019	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Lesotho	07/06/2017	Oui	Oui	Oui	Aucun
Libéria	29/09/2017	Oui	Oui	Aucun	Aucun
Libéria	22/10/2020	Oui	Oui	Aucun	Aucun
Madagascar	22/02/2018	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Malawi	16/06/2016	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Maldives	29/04/2020	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Mali	05/03/2020	Oui	Oui	Oui	Aucun
Mali (FA)	13/08/2020	Aucun	Oui	Oui	Aucun
Mauritanie	17/06/2020	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Mozambique (FA)	09/06/2020	Oui	Oui	Oui	Aucun
Myanmar	19/11/2018	Oui	Oui	Oui	Aucun
Nigéria	24/08/2020	Aucun	Oui	Aucun	Aucun

1. Ce tableau montre les niveaux d'éducation soutenus par chaque financement de mise en œuvre, pour les financements approuvés durant la période du Plan stratégique GPE 2020. Les financements de mise en œuvre (financements pour la mise en œuvre du programme sectoriel de l'éducation, financements au titre du fonds à effet multiplicateur et financements accélérés) qui ne sont pas mis en commun au niveau du secteur sont compris. FA désigne les financements accélérés. Les codes des sous-secteurs de l'éducation sont conformes à la Classification internationale type de l'éducation, la taxonomie et les définitions de la Banque mondiale pour le secteur, et les codes du CAD/OCDE.

Tableau P.1. Sous-secteurs de l'éducation codés dans le portefeuille des financements de mise en œuvre approuvés durant la période du Plan stratégique GPE 2020

Pays	Date d'approbation	Éducation et protection de la petite enfance	Primaire	Secondaire	Éducation des adultes
OECD	16/06/2016	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Ouzbékistan	31/01/2019	Oui	Oui	Oui	Aucun
Pakistan – Pendjab	19/05/2020	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Pakistan – Sindh	19/08/2020	Aucun	Oui	Oui	Aucun
Papouasie-Nouvelle-Guinée	21/03/2019	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Rép. dém. du Congo	16/06/2016	Oui	Oui	Aucun	Aucun
Rép. dém. du Congo (FA)	12/11/2020	Aucun	Oui	Oui	Aucun
République centrafricaine	04/12/2020	Oui	Oui	Oui	Aucun
République centrafricaine (FA)	17/09/2018	Oui	Oui	Aucun	Aucun
Rwanda	05/03/2020	Oui	Oui	Oui	Aucun
Sao Tomé-et-Principe	24/06/2020	Oui	Oui	Oui	Aucun
Sierra Leone	03/08/2018	Oui	Oui	Aucun	Aucun
Somalie – Gouv. fédéral	08/03/2018	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Somalie – Gouv. fédéral	17/04/2020	Oui	Oui	Aucun	Aucun
Somalie – Gouv. fédéral (FA)	26/05/2020	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Somalie – Puntland	21/08/2017	Oui	Oui	Aucun	Aucun
Somalie – Puntland (FA)	20/07/2020	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Somalie – Somaliland	22/05/2018	Oui	Oui	Aucun	Aucun
Somalie – Somaliland (FA)	28/04/2017	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Somalie – Somaliland (FA)	05/11/2019	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Soudan	05/03/2020	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Soudan (FA)	17/12/2019	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Soudan du Sud	19/11/2018	Oui	Oui	Aucun	Aucun
Soudan du Sud (FA)	25/07/2018	Oui	Oui	Oui	Aucun
Tadjikistan	17/01/2020	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Tanzanie – Zanzibar	06/12/2017	Oui	Oui	Aucun	Aucun
Tanzanie – Zanzibar	14/02/2020	Oui	Oui	Aucun	Aucun
Tchad	22/05/2018	Aucun	Oui	Aucun	Oui
Tchad (FA)	04/02/2016	Aucun	Oui	Aucun	Aucun
Vanuatu	08/12/2020	Oui	Oui	Aucun	Aucun
Vanuatu (FA)	24/06/2020	Oui	Oui	Aucun	Aucun
Zimbabwe	03/08/2018	Oui	Oui	Oui	Aucun
Zimbabwe	02/12/2016	Oui	Oui	Oui	Aucun
Zimbabwe (FA)	26/06/2020	Oui	Oui	Aucun	Aucun

ANNEXE Q

CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES AU GPE (EXERCICE)

FIGURE Q. 1.

CONTRIBUTION CUMULÉE DES BAILLEURS DE FONDS, JUIN 2020 (EN MILLIONS DE DOLLARS)

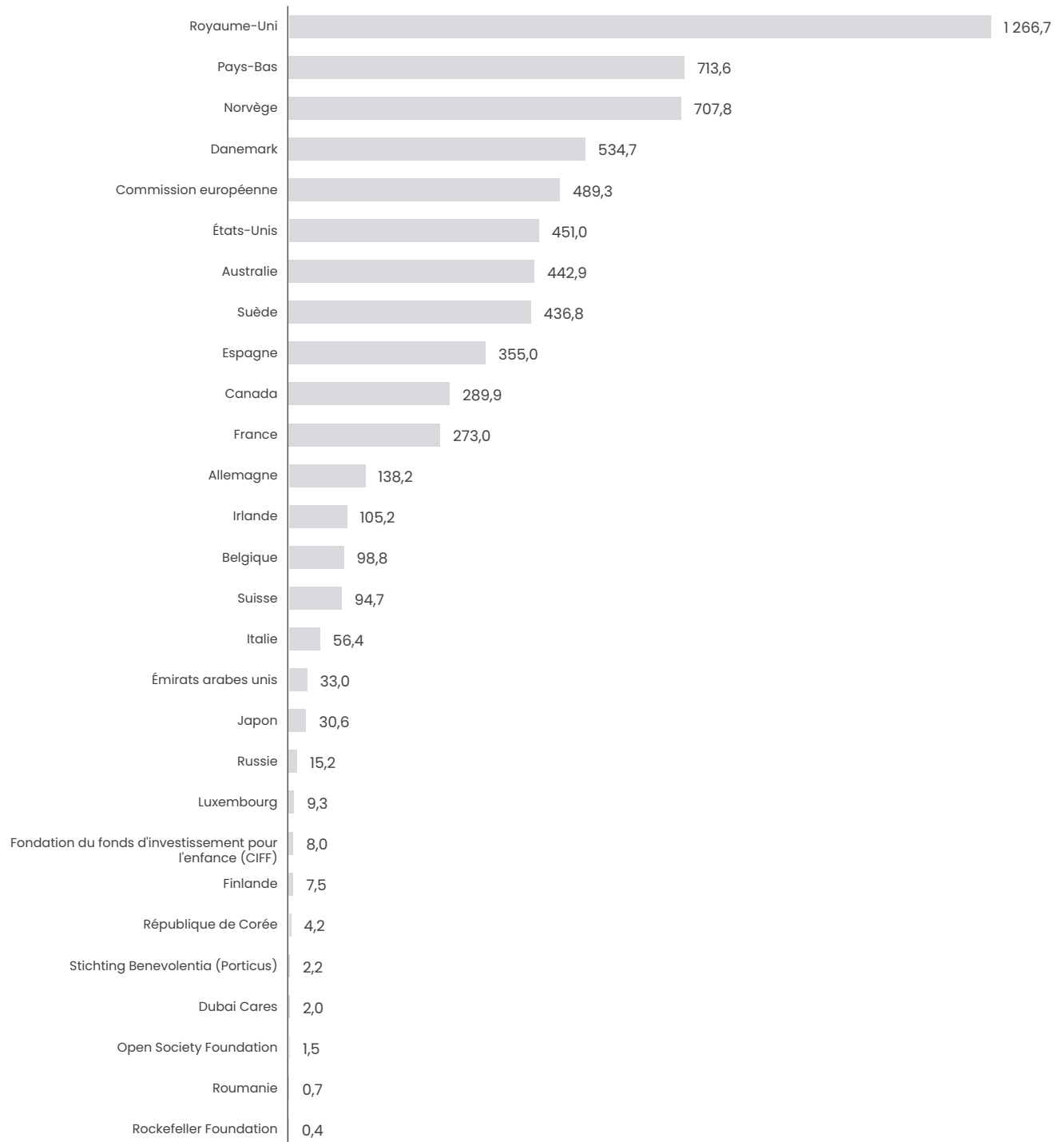
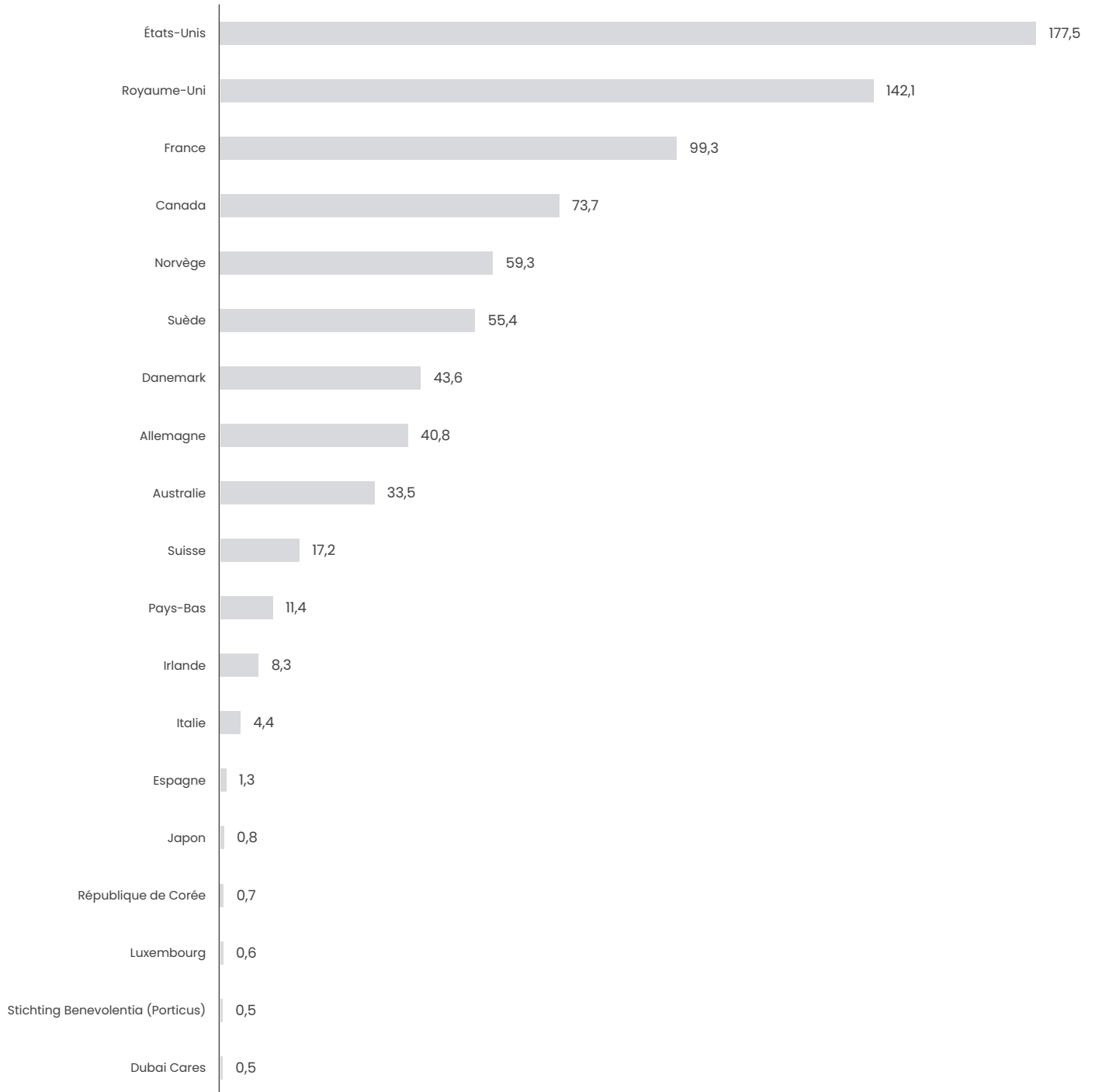


FIGURE Q.2.

CONTRIBUTION DES BAILLEURS DE FONDS, EXERCICE 2020 (EN MILLIONS DE DOLLARS)



ANNEXE R

CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES AU GPE (ANNÉE CIVILE)

FIGURE R. 1.

CONTRIBUTION CUMULÉE DES BAILLEURS DE FOND, DÉCEMBRE 2020 (EN MILLIONS DE DOLLARS)

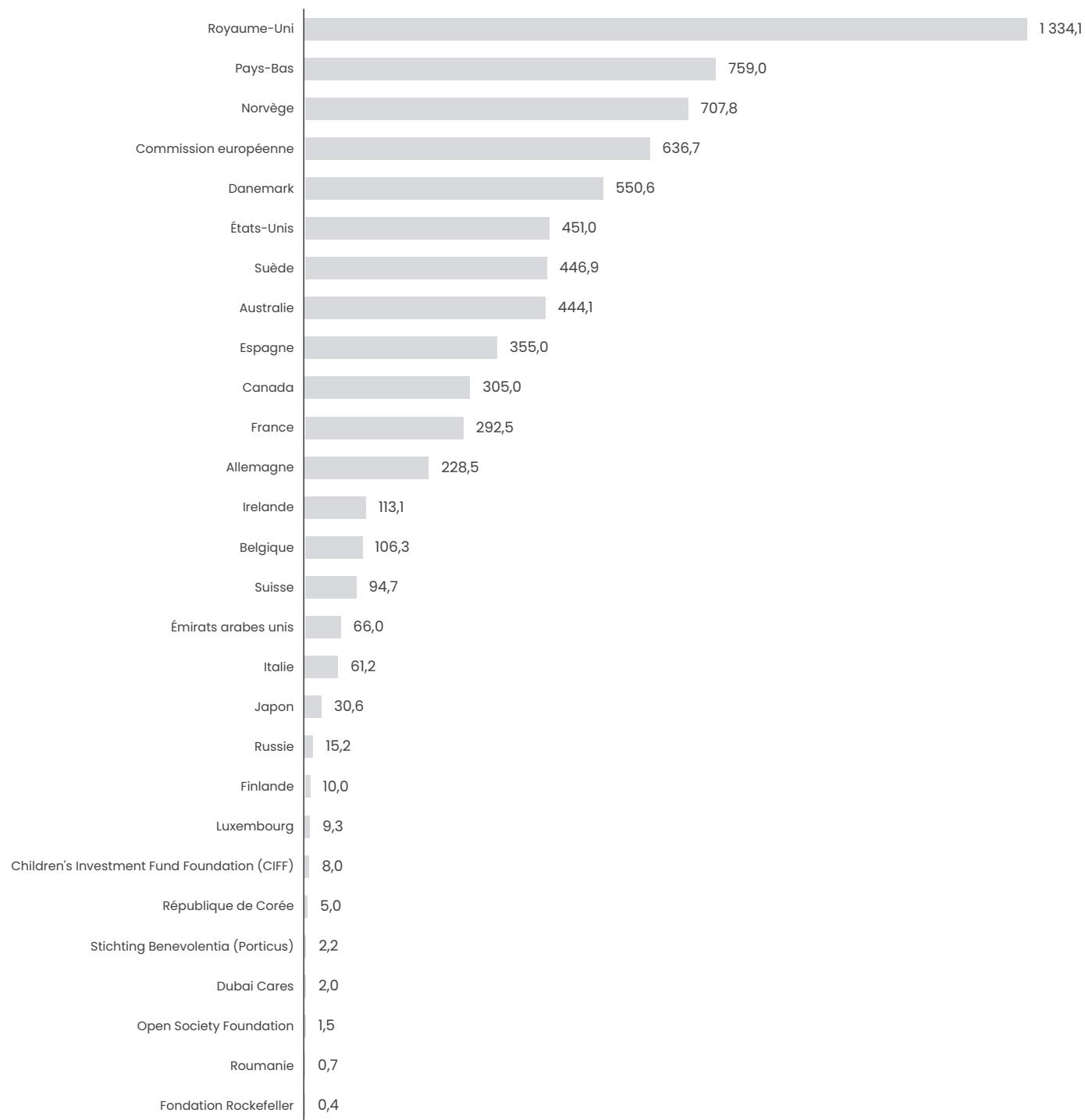


FIGURE R.2.

CONTRIBUTION DES BAILLEURS DE FONDS, ANNÉE CIVILE 2020 (EN MILLIONS DE DOLLARS)

